

T 2137 - 700 - 10.00 F
3792137010003 07000

Libertaire

**DOSSIER « ÉLECTIONS »
PORTRAIT DE A. WAECHTER**

FÉDÉRATION ANARCHISTE adhérente à l'I.F.A. N°700 JEUDI 24 MARS 1988 10,00 F



REPRESSION CARCERALE TUER PAR L'ISOLEMENT

LA lutte contre les quartiers de haute sécurité a-t-elle encore lieu d'être ? Officiellement, non. Robert Badinter, le « laxiste » « socialiste », les a officiellement supprimés, instituant à leur place le statut de D.P.S. (détenus particulièrement signalés), et en cautionnant des Q.H.S. d'un nouveau nom, les quartiers d'isolement. La différence se limite rigoureusement à des questions de vocabulaire. Dans les faits, les quartiers de haute sécurité ont remplacé les quartiers de haute sécurité. Ou, plus précisément, les laminoirs à rebelles ont remplacé les laminoirs à rebelles.

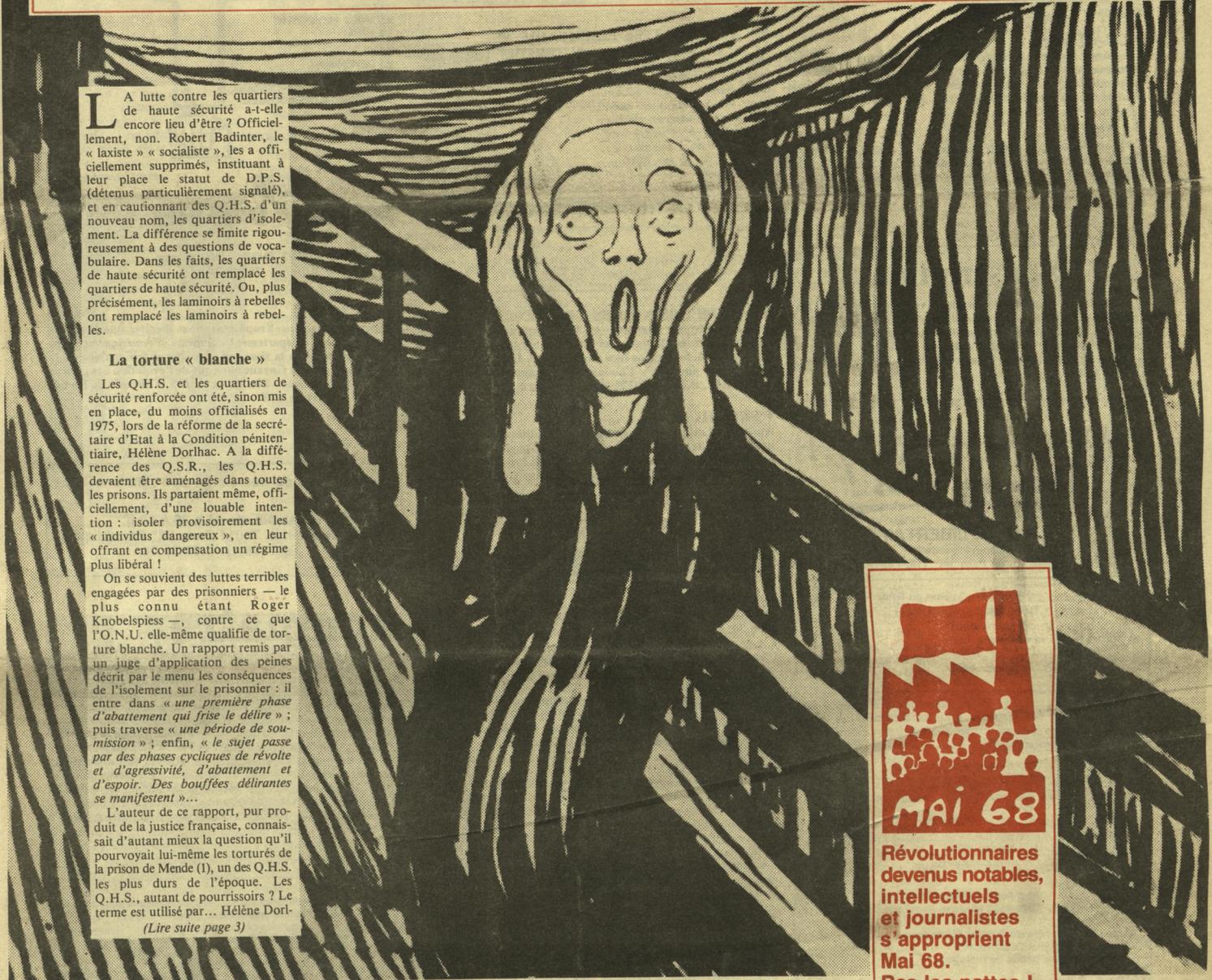
La torture « blanche »

Les Q.H.S. et les quartiers de sécurité renforcée ont été, sinon mis en place, du moins officialisés en 1975, lors de la réforme de la secrétaire d'Etat à la Condition pénitentiaire, Hélène Dorlhac. A la différence des Q.S.R., les Q.H.S. devaient être aménagés dans toutes les prisons. Ils portaient même, officiellement, d'une louable intention : isoler provisoirement les « individus dangereux », en leur offrant en compensation un régime plus libéral !

On se souvient des luttes terribles engagées par des prisonniers — le plus connu étant Roger Knobelspiess —, contre ce que l'O.N.U. elle-même qualifie de torture blanche. Un rapport remis par un juge d'application des peines décrit par le menu les conséquences de l'isolement sur le prisonnier : il entre dans « une première phase d'abattement qui frise le délire » ; puis traverse « une période de soumission » ; enfin, « le sujet passe par des phases cycliques de révolte et d'agressivité, d'abattement et d'espoir. Des bouffées délirantes se manifestent »...

L'auteur de ce rapport, pur produit de la justice française, connaissait d'autant mieux la question qu'il pourvoyait lui-même les torturés de la prison de Mende (1), un des Q.H.S. les plus durs de l'époque. Les Q.H.S., autant de pourrissoirs ? Le terme est utilisé par... Hélène Dorlhac.

(Lire suite page 3)



**Révolutionnaires
devenus notables,
intellectuels
et journalistes
s'approprient
Mai 68.
Bas les pattes !
PAGE 5**

F°P. 2520

communiqués

• **ANGERS**
Le groupe d'Angers organise une soirée-débat sur le thème du libéralisme économique le mardi 29 mars, à 20 h. Film : « Les temps modernes » de Chaplin, à la M.A.M.A., 8, rue Buffon, Angers (1^{er} étage).

• **BRIANÇON**
Une liaison de la Fédération anarchiste est en formation sur Briançon, les anarchistes de la région désirant prendre contact avec la liaison peuvent écrire aux Relations Intérieures à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, qui transmettront.

• **ANNECY**
Un individuel d'Anancy vous informe qu'une liaison est en formation dans cette ville. Il invite toutes les personnes intéressées à entrer en contact avec lui par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

• **SAINT-ETIENNE**
« L'autogestion en Espagne 1936-1939 », durant la guerre civile des millions d'hommes et de femmes mettent en œuvre de nouvelles conditions de production et d'échange dans des conditions particulièrement difficiles. Leurs expériences constituent-elles une réponse à nos actuelles interrogations ? L'Union régionale C.N.T.-Rhône-Alpes, la C.N.T.-A.I.T. espagnole et le groupe stéphanois Nestor-Makhno de la Fédération anarchiste vous invitent à un diaporama suivi d'un débat le vendredi 1^{er} avril à 20 h, à la Bourse du travail de Saint-Etienne, cours Victor-Hugo. Entrée gratuite.

• **TOURS**
Le groupe de Tours de la Fédération anarchiste organise un meeting le 22 mars, à 20 h à la faculté de Lettres. Le thème en sera : « Agir au lieu d'élire, comment ? », seront présents des camarades ayant participé aux luttes de 1986 (étudiants, instituteurs, postiers).

• **CHARTRES**
Le groupe libertaire Georges-Cochon de Chartres tiendra une permanence à partir d'avril. Cette permanence aura lieu le 2^e mercredi de chaque mois au Cercle des sociétés, 6, rue Noël-Parfait à Chartres, de 20 h 30 à 22 h 30.

• **LILLE**
Le programme de la « Voix sans maître », émission du groupe Benoît-Brouthoux, chaque vendredi de 21 h à 23 h, sur Radio-Campus (99,6 MHz) est le suivant : vendredi 25 mars, « Quelle alternative face au vote ? », analyses et propositions anarchistes.

Souscription

Les éditions du Monde libertaire vont faire paraître, fin mai, le tome II des « Souvenirs d'un anarchiste » de Maurice Joyeux. Le prix de souscription de l'ouvrage est fixé à 100 F. Les chèques sont à libeller à l'ordre de Didier Roy, et à envoyer à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande de routage.

éditions

• **« CONTRE VENTS ET MARÉES »**
Les n° 47 de « Contre vents et marées » est sorti ; il est possible de se le procurer en écrivant à « Contre Courants », La Lachère, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu. Le prix est de 2 F le numéro, et l'abonnement de 50 F par an.



• **« VIVRE »**
Le micro-journal trimestriel « Vivre ! » n° 4 du groupe Louis-Lecoq de Melun est paru. Deux pages sont consacrées à l'Espagne (événements de Vitoria et soutien aux compagnons emprisonnés), les deux autres sont composées d'informations régionales, nationales ou internationales. Son prix est toujours à l'appréciation du lecteur. Disponible à la librairie du Monde libertaire, on peut aussi le commander à : Groupe Louis-Lecoq/U.P. 77, B.P. 123, Dammaries-les-Lys.



• **« ALTERNATIVE LIBERTAIRE 49 »**
Le n° 14 d'« Alternative libertaire 49 » est paru. On peut se le procurer contre deux timbres à 2,20 F. On peut aussi s'abonner pour 25 F pour 4 numéros, chèque à libeller à l'ordre de A.D.E.I.R. et à envoyer à : Groupe F.A., 8, rue Buffon, 49000 Angers.

ALTERNATIVE LIBERTAIRE
n° 14

la grande pauvreté en France

CONFÉRENCE / DÉBAT le 17 mars
avec PIERRE MARTIAL, journaliste à "Libération"
auteur d'un livre sur le sujet

PUB: film AFFREUX SALES ET MECHANTS de M. Ferron
Salle DAVERS, 5, bd Daviers ANGERS
Organisé par la F.A.

• **« HUMEURS-NOIRES GRAFFITI »**
« Humeurs-Noires Graffiti » n° 3 est paru, au sommaire : les anarchistes et les élections, les mouvements sociaux, le revenu social garanti, les lycéens face aux élections. Il est possible de se le procurer pour 3 F, l'abonnement annuel est de 30 F, à A.L.D.I.R., B.P. 79, 59370 Mons-en-Barœul.

• **BROCHURE**
Après le « Lexique de l'anarchisme », les éditions Akatene viennent de rééditer une brochure d'Aristide Lapeyre, « Livres opinions sur Pierre-Joseph Proudhon ». Cette brochure est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 10 F l'unité.

communiqués

• **TOULON**
Le groupe région toulonnaise organise, vendredi 15 avril à 20 h 30, à la salle Mozart, à Toulon un meeting anti-électoral : « Agir au lieu d'élire », avec Yves Peyraut (animateur à Radio-Libertaire). Il y aura une table de presse.

• **AUBENAS**
Le groupe d'Aubenas organise un meeting anti-électoral sur le thème « Agir au lieu d'élire », le jeudi 14 avril à 20 h 30, salle Marcel-Gimond, au Château d'Aubenas, avec la participation d'Yves Peyraut (animateur à Radio-Libertaire).

• **PERPIGNAN**
Le groupe Puig-Antich organise une réunion-débat autour du thème : « Les politiciens, l'électoratisme, le consensus social... trois bonnes raisons de s'abstenir ! » C'est dans le cadre de la campagne anti-électorale de la Fédération anarchiste, que le groupe de Perpignan proposera, le vendredi 1^{er} avril à 21 h, au Cinéma la projection du film de J.-P. Mocky, « L'Albatros », et le court-métrage de P. Mugl, « L'école des chefs ». Le débat qui suivra sera animé par Alain Duthilleul, un compagnon du secrétariat de la F.A.

• **TOULOUSE**
Le groupe Albert-Camus de la Fédération anarchiste organise une réunion-débat sur le thème « Agir au lieu d'élire, les anarchistes et les élections », le samedi 2 avril à 21 h, au C.I.D.E.S., 1, rue Joux-Aigues. La soirée sera animée, entre autres, par Alain Duthilleul.

éditions

• **AFFICHES**
Deux nouvelles affiches viennent de paraître. Elles sont disponibles à la librairie du Monde libertaire aux prix de 5 F l'unité ; de 1,20 F à partir de 10 exemplaires ; et de 1 F à partir de 50 exemplaires.

PRESIDENTIELLES:

Fédération anarchiste
145, rue Amelot 75011 PARIS

(Cette affiche est aussi disponible en autocollant)

DISTRIBUEZ-VOUS DES CHEQUES EN BLANC ?

CANDIDATS. ILS VOUS PROMETTENT LA LUNE.

ELUS. ILS DEVIENNENT LES NOUVEAUX BENEFICIAIRES DES PRIVILEGES ECONOMIQUES, ET DES INEGALITES SOCIALES.

L'URNE CERCUEL DE VOS ILLUSIONS

AGIR AU LIEU D'ELIRE

Fédération anarchiste
145, rue Amelot 75011 PARIS

• **BROCHURE**
Le groupe anarchiste Kropotkine vient d'éditer une brochure consacrée aux « départements français d'Amérique », dans laquelle est abordée la situation politique et économique de la Guadeloupe et de la Guyane ainsi que de l'évolution des mouvements indépendantistes. Elle est en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 20 F.

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :
le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M° République)
Tél : (16.1) 48.05.34.08

sommaire

PAGE 1 : L'isolement carcéral — PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste — PAGE 3 : Société : L'isolement carcéral, Editorial — PAGE 4, Lutte : Brancardiers en lutte, Eric Hébert libéré, Roberto Gémignani, Chausson — PAGE 5, Social : Mai 68 — PAGE 6, Société : L'ozone, Rubrique sciences, Les origines de la vie — PAGE 7, Dans le monde : Dévaluation au Nicaragua, I.R.A. — PAGE 8, Dans le monde : F.M.I., Pornographie en R.F.A. — PAGE 9, Informations internationales : Les jeunes en U.R.S.S., Espagne, Italie — PAGE 10, Histoire : Louise Michel et les Canaques — PAGE 11, Expressions : Notes de lecture, Cinéma, Le Corbusier sur Radio-Libertaire — PAGE 12, Politique : Antoine Waechter.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11°
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19°
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

DES Q.H.S. AUX QUARTIERS D'ISOLEMENT

Le même objectif : détruire !

(Suite de la page 1)

hac elle-même, qui écrit, dans son petit chef-d'œuvre, *Changer la prison* (2) : « Je me sentais piégée : ce qui pour nous avait été le prix du libéralisme tendait à devenir une sorte de "pourrissoir" pour détenus "décrétés" dangereux »...

Dorlhac, logique dans sa stupidité, affirme avoir applaudi l'abrogation des Q.H.S., par Badinter. De fait, il n'y a aucune raison pour qu'un changement de gouvernement rende futée une triste buse... et aucune raison non plus pour l'administration pénitentiaire, et avec elle le ministère et l'Etat dont elle est le rouage, renoncent au mode de répression « propre » et terriblement efficace qu'est l'isolement.

Un lifting à la peine de mort

Les quartiers de haute sécurité, appelés naguère quartiers disciplinaires et aujourd'hui quartiers d'isolement, n'ont jamais disparu d'aucune prison. « A travers ses sections spéciales, Badinter (et aujourd'hui Chalandon, NDLR), chirurgien de la justice "resocialisante" a offert à la peine de mort un lifting des plus raffinés. Le corps n'a plus d'intérêt, c'est l'identité que l'on veut anéantir, c'est la volonté que l'on veut tuer. A grand renfort de « réformes » d'humanisation, on injecte le venin mortel, on abolit l'exécution expéditive pour se servir de la torture, plus efficace et surtout plus rentable politiquement parlant ».



Cet témoignage émane d'un prisonnier qui, en huit ans d'incarcération, a subi... trois ans d'isolement.

ment ! Certes, la mise à l'isolement ne doit pas, officiellement, exéder trois mois. Renouvelables une fois. Au bout de ces six mois, le directeur de la prison doit demander une autorisation au ministère de la Justice pour reconduire la peine une troisième fois — autorisation sans doute signée sans problème ni état d'âme. Au bout de ces neuf mois d'isolement, il suffira au directeur de demander le transfert du prisonnier dans une autre prison... où tout repartira pour un tour. Le circuit « habituel » des isolés passe par les prisons de Clairvaux, Ensisheim, Saint-Maur, Moulins, Nîmes.

Les motifs d'isolements

La question « pourquoi tant de haine » sera aussi candide que mal posée. Comme l'indique le formulaire de mise à l'isolement (voir document ci-contre), la mise à l'isolement peut avoir des motivations très différentes. Le prisonnier peut demander cette mesure lui-même : de fait, certains détenus, en particulier les indics connus en tant que tels, ont tout intérêt à être isolés. Frédérique Germain, la « repentie » d'Action directe récemment acquittée, a passé toute sa détention à l'isolement, à la M.A.F. de Fleury-Mérogis.

« Il était absolument certain que toutes les prisonnières, même les moins politisées, lui auraient fait sa fête. Un indic, en prison, ça ne passe pas », témoigne une jeune femme, incarcérée durant la même période que « Blond Blond ». Dans la même catégorie, on est prié de s'apitoyer sur le sort de Klaus Barbie, soumis à l'isolement dans une confortable cellule-appartement.

Plus récemment encore, le 16 mars dernier, l'avocat — et député du Front national — Jean Roussel a lancé ce cri du cœur : « la sécurité des Français d'origine européenne n'est plus assurée aux Baumettes ! », à propos de son client, Dédé Lambert, patron de bar, « officiel » du F.N. à Marseille, arrêté pour avoir blessé un éducateur arabe au pistolet à grenaille. L'administration pénitentiaire proteste, affirmant qu'elle avait isolé Lambert des prisonniers maghrébins, et que c'est donc par de bons Français qu'il s'est fait casser la figure...

L'isolement peut donc être demandé, pour des raisons que l'on conçoit fort bien, par certains prisonniers eux-mêmes. Il existe également des quartiers d'isolement tout particulier, comme la section aménagée à Fleury pour... les policiers et les matons qui se retrouvent de

l'autre côté des barreaux. Il est des ambiances qu'on préfère ne pas imaginer...

L'isolement peut être décidé par l'administration pénitentiaire ou par le juge, pour des raisons de « sécurité » : pour éviter les retrouvailles musclées entre un indic et celui qu'il a balancé. Pour empêcher que deux prévenus ne se rencontrent, pour mettre au point un alibi commun. Cette mesure pourrait sembler compréhensible pour certains « caïds » du milieu. C'est pourtant eux qu'elle gêne le moins, puisque leurs avocats, bien payés, peuvent se concerter.

Enfin, il existe un autre cas de figure qui, conjuguant l'isolement et

per. D'ici là, les malades passent eux aussi à la trappe de l'isolement.

« Si tu es à l'isolement, c'est la preuve que tu es un "cas", même si tu n'en es pas un, la fabrication est entamée, tu le deviendras. On veut que tu sois une "élite" ou un "contagieux", selon les besoins sécuritaires ou de politique intérieure. C'est pas la justice qui condamne, c'est la politique qui élimine. Ce n'est pas le détenu que l'on isole mais la notion qu'il représente. » (3).

Ces phrases résumées-elles à elles seules l'isolement carcéral ? Outre la définition qu'elles donnent, elles prouvent que l'on peut résister à la solitude, à la censure, aux change-

relève de la même logique de destruction psychologique que l'isolement.

Les révoltes que ces deux modes de répression ont suscité sont d'autant plus notables qu'il a fallu que l'information circule entre les prisonniers (on peut fort bien être incarcéré sans connaître l'existence, ni les conditions de l'isolement) ; que les prisonniers soumis à ces régimes convainquent ceux qui ne l'étaient pas, que l'isolement en tant qu'outil de destruction les menaçait tous ; que les futurs mutins parviennent à communiquer malgré la présence des matons et des mouchards. Ces révoltes ont néanmoins eu lieu.

Restait à faire passer ces mêmes informations, ces mêmes revendications à l'extérieur. Tâche d'autant plus difficile que les médias sont toujours prompts à stigmatiser, dans une révolte, les agissements de détenus irresponsables, alcooliques ou drogués (l'article de France Soir après la mutinerie de Saint-Maur était un petit bijou en la matière). On a les informations que l'on est allé chercher, et l'honnêteté, la conscience professionnelle que l'on a...

La lutte contre l'isolement, que les bonnes consciences pouvaient avoir oublié depuis la suppression des Q.H.S., a fait sa réapparition « grand public » à l'occasion de la lutte à mort engagé par quatre militants d'Action directe. De fait, ils étaient soumis à un régime particulièrement monstrueux (ce sont sans doute les seuls prisonniers pour lesquels on est allé jusqu'à vider l'étage entier où ils se trouvaient, et les couloirs, dès qu'ils sortaient, pour parfaire la torture). Mais leur combat porte, outre sur l'obtention, improbable et discutabile, du statut politique, sur l'abolition de l'isolement pour tous les prisonniers.

La lente agonie des quatre militants a forcé l'ensemble des médias, des dizaines d'intellectuels et les hommes politiques les plus directement concernés à prendre position. (On se souvient de Chalandon ironisant élégamment sur la « chance » des militants d'Action directe d'être seuls, en cette période de surpopulation. Comme si ce « privilège », qui vise autant à détruire la personne qu'à la couper des autres prisonniers, n'était pas un supplice). Cette brèche, dans un silence quasi total de plus de six ans, ne doit pas se colmater.

A l'intérieur des prisons, d'autres prisonniers, politiques et de droit commun, ont pris le relais : quelques grèves de la faim individuelles sur la question de l'isolement, puis par le refus de plateau collectif, dont nous publions l'appel dans le dernier numéro du *Monde libertaire* et qui a été suivi non seulement à Fresnes, mais aussi à Fleury-Mérogis et à la Santé, toutes les luttes qui se déroulent actuellement et qui se poursuivront, ne doivent pas rester sans écho, sans soutien à l'extérieur des murs.

Certes, les quartiers d'isolement ne constituent qu'un aspect de la prison, comme la prison elle-même n'est qu'un outil d'une justice de classes, qui elle-même n'est que le fruit d'un système... Il serait aberrant de se réfugier derrière ce jeu de poupées russes pour ignorer une lutte particulière — contre l'isolement carcéral —, qui a le mérite d'attaquer un point particulièrement sensible, voire vital de la prison : la destruction des rebelles.

Pascal CHOISY

(1) Cité dans Prison, dossier brûlant de Gérard Deltiel (en vente à la librairie du Monde libertaire).

(2) Ce livre n'est pas en vente à la librairie du Monde libertaire !

(3) Témoignage paru dans *Cavales* n° 3, en vente à la librairie du Monde libertaire.

(4) Ibid.

REGION : DJON
 ETABLISSEMENT : CHALONS-SUR-MARNE

DECISION DE MISE A L'ISOLEMENT
 (articles D 170 du code de procédure pénale)

N.

Nous vous avisons de notre intention de vous placer à l'isolement pour le motif suivant :

- votre propre demande
- par mesure de précaution ou de sécurité pour une ou plusieurs raisons suivantes :
 - nécessité de vous protéger du reste de la population pénale,
 - nécessité d'interdire la communication avec un ou plusieurs détenus,
 - ordonnances sérieuses de préparatifs d'évasion,
 - troubles à l'ordre ou à la discipline dans l'établissement,
 - autre motif (*Motifs de sécurité*)

Avez-vous des observations à formuler ?

Réponse :

- Je n'ai pas d'observation à formuler
- J'ai à formuler les observations suivantes :

Nous vous estimons connaître que nous retransmettrons notre décision et vous avisons que nous déferons rapport à ce sujet le 2 JUILLET 1987

Nous vous informons également que vous avez la possibilité de FAIRE ADRESSER PAR VOTRE AVOCAT TOUTES LES OBSERVATIONS ECRITES UTILES A CE SUJET AU JUGE DE L'APPLICATION DES PENES, PRESIDENT DE LA CONDICTION.

Par le jeu des prolongations, et des motifs vagues, l'isolement peut durer presque indéfiniment.

d'autres pressions psychologiques, peut permettre d'anéantir des groupes de prévenus, tant politiques que de droit commun : prenons l'exemple d'un groupe de cinq personnes, surveillées par la police. Elle note les faits et accumule les preuves sans intervenir. Puis, elle procède à l'arrestation d'un membre du groupe. Qu'il parle ou non, quelle importance puisque la police sait tout ? Le « coup de filet » sera salué par la presse, qui reprendra sans sourciller les affirmations de la police : « les aveux du malfaiteur devraient permettre l'arrestation prochaine des autres malfaiteurs... Servez chaud ! Les flics arrêtent ensuite trois membres de la bande. Nouveau coup de pub, et, grâce aux détails qu'ils donnent aux prisonniers, la police peut les convaincre que le premier les a effectivement trahis. Troisième coup de pub, lors de l'arrestation du dernier membre du groupe. Lui aussi sera convaincu que les quatre autres l'ont donné. Bilan : trois coups de pub, l'organisation quelle qu'elle soit, qui s'autodétruit... et de beaux règlements de comptes à prévoir, si les membres du groupe se retrouvent dans la même prison. Auquel cas on pourra recourir à l'isolement...

« Dangereux et contagieux »

Reste l'isolement forcé des détenus qui ne sont ni des mouchards ni des personnes que la justice ou l'administration pénitentiaire cherchent à manipuler. Les rebelles, ceux que l'administration pénitentiaire isole parce que « dangereux », voire pire, « dangereux et contagieux ». C'est aussi, depuis peu, le sort réservé aux malades du S.I.D.A. : vieux rouage cacochyme, le système mettra peut-être des années à trouver une « solution » pour ces malades, si tant est qu'elle daigne s'en préoccu-

ments constants de cellules (il ferait beau voir que des « dangereux » puissent s'organiser !), aux fouilles perpétuelles, à toutes les tortures qui constituent l'isolement. Le prisonnier qui a écrit ces lignes a eu le courage de résister et de se battre jusqu'à sa libération, et celui de continuer dès sa sortie. Il n'est pas le seul : depuis 1985, l'isolement est au cœur de la quasi totalité des luttes et des mutineries (on retrouve cette revendication lors des révoltes de Fleury, de Fresnes, de Saint-Maur).

Ces révoltes ont toutes réactualisé, entre autres, deux revendications : l'abolition de l'isolement et celle du statut D.P.S. (Détenus particulièrement surveillés) : ce statut est attribué soit par le ministère de l'Intérieur, si le délit est politique ou porte atteinte à la « force publique » ; soit par le ministère de la Justice, si des problèmes sont prévisibles, à l'intérieur de la prison, à l'arrivée du détenu ; enfin, l'administration pénitentiaire peut l'attribuer à tout prisonnier ayant « créé des troubles » dans la prison après son incarcération. Elle se réfère alors au ministère de la Justice.

Le statut de D.P.S. est souvent soit un premier pas vers l'isolement, soit son corollaire : un prisonnier peut sortir du mitard ou de l'isolement avec, en prime, l'étiquette D.P.S., qui lui vaudra une surveillance accrue, la censure systématique de son courrier, des quantités de tracaseries. Lors de ses transferts (vers le tribunal, l'hôpital ou une autre prison), le D.P.S. aura également droit à une escorte particulière : six gendarmes, avec chien et mitraillette. Là encore, la mesure est ridicule, d'un point de vue sécuritaire, si ce n'est pas Rambo en personne que l'on transfère. Elle est par contre efficace pour détruire le moral du prisonnier qui ne croiera, durant quelques instants en dehors des murs, que des regards effrayés ou réprobateurs des passants... En règle générale, le statut de D.P.S.

Editorial

Il n'est pas fini, le temps des colonies ! C'est l'oncle Sam, toujours inconsolable de n'avoir plus toute l'Amérique latine dans sa poche, qui envoie ses troupes contre les sardinistes... C'est l'Etat français qui expédie seize escadrons de gendarmes et douze compagnies de C.R.S. en Nouvelle-Calédonie... C'est Israël qui commet meurtre sur meurtre (des « bavures ») dans les territoires occupés... C'est la Grande-Bretagne qui abat les terroristes avant qu'ils ne dégagent des armes présumées...

Les colonies perdurent, l'impérialisme s'y exprime par la terreur. Bien sûr, les Etats-Unis défendent les « combattants de la liberté » et font tout pour imposer la paix ; qui oserait croire qu'il s'agit en fait d'une reconquête ? La France quant à elle va assurer le bon fonctionnement de la démocratie sur son territoire en y permettant que les élections régionales se déroulent en bon ordre ; qui y verrait l'organisation d'un plébiscite pour les Caldoches ?

Ainsi va la propagande des Etats, faite de mensonges, de langue de bois, de manipulations des informations. Cette propagande est véhiculée par les médias les plus puissants : c'est la loi du plus fort, celle du capital. Cette propagande est aussi au service du capital, c'est bien évident. Les armées, les C.R.S. et autres services spéciaux, l'intox médiatique sont autant de rouages d'un même système, celui de l'exploitation. On ne peut pas le réformer, on pourrait s'en passer.

en bref...en bref...

• Après un premier procès, en décembre 1985, à Lons-le-Saunier (verdict : 4 mois avec sursis), Roland Long repasse en procès, le 6 avril 1988, à Besançon pour insoumission au service civil. Pour tout contact : Comité de soutien à Roland Long, « L'Etoile », 39570 Lons-le-Saunier.

• En juin 1987, à Montpellier, 843 déserteurs et insoumis ont été condamnés par défaut à six mois de prison ferme. Le C.S.I. dénonce cette procédure illégale et invite les personnes ainsi condamnées à le contacter pour débattre et décider des moyens de défense qui peuvent être mis en place, suite à cette affaire. Pour tout contact : C.S.I., 18, rue Saint-Blaise, 34000 Montpellier.

• Toute personne intéressée par des renseignements sur l'objection de conscience, la réforme, ou les différentes formes de lutte peuvent contacter le répondeur antimilitariste au : 43.03.62.03 (3 minutes d'annonces, puis message). Permanence au même numéro tous les mercredis de 21 h 30 à 23 h. Par courrier : C.S.R.-Paris, B.P. 103, 75522 Paris cedex 11.

• L'U.R.-C.N.T.-Rhône-Alpes et le groupe stéphanois de la Fédération anarchiste vous invitent à un diaporama suivi d'un débat au sujet de la Révolution espagnole, le vendredi 1^{er} avril à 20 h, à la Bourse du travail de Saint-Etienne, Cours Victor-Hugo. Pour toute information : C.N.T. du Rhône, Palais du travail, 69100 Villeurbanne.

• Le C.I.R.A. (Centre international de recherche sur l'anarchisme) organise un débat avec le professeur Rudolf de Jong, de l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam, sur « L'anarchisme au Pays-Bas, hier et aujourd'hui ». Ce débat aura lieu le samedi 16 avril 1988 à 17 h, au 5, rue des Convalescents, Marseille 1^{er}. D'autre part, une exposition (collages et dessins) de Morino sera visible à cette même adresse, du 19 mars au 16 avril, les mardis, jeudis et samedis de 15 h à 19 h.

• Le samedi 28 mai, de 9 h 30 à 17 h 30, au C.E.S. Paul-Bourget, 2, rue Paul-Bourget, 75013 Paris (métro Porte-d'Italie), auront lieu discussions et débats autour du thème : « Proudhon aujourd'hui : aspects du fédéralisme — économique et social —, éthique sans transcendance ».

• En soutien au peuple uruguayen aura lieu, le 25 mars à 20 h 30, à l'Eglise Saint-Merri, 76, rue de la Verrerie, 75004 Paris, un « acte musical », organisé par la Commission nationale pro-référendum, avec Angel Parra, Violeta Duarte, Blanca Cubillan et Edgar Lucena. Participation aux frais : 60 F.

ÉCOUTEZ
RADIO-LIBERTAIRE
89.4 MHZ
PARIS

GRÈVE

Pas de silence à l'hôpital

À Villejuif, l'hôpital Gustave-Rouy (I.G.R.) a tendance à apparaître comme un centre de lutte contre le cancer (C.L.C.C.) plutôt calme, et les derniers échos d'un conflit remontent à 1976, date à laquelle le personnel avait conduit une grève de cinq semaines, et avait négocié une convention collective plutôt satisfaisante aux dires mêmes des salariés.

Douze ans d'ambiance laborieuse et silencieuse, avec par-ci par-là quelques conflits (stérilisation, transfusion sanguine...), parfois fermés mais toujours localisés, et ce n'est certes pas la conception du bâtiment qui permettrait qu'il en fut autrement, les secteurs étant volontairement cloisonnés.

Un budget souffrant

L'I.G.R., géré par une association de type 1901 et reconnue d'utilité publique, est contrôlé (quant à son budget) par une tutelle composée de la D.D.A.S.S. et du ministère de la Santé. Un statut différent de l'Assistance publique, mais une omniprésence du gouvernement qui accorde ou refuse les propositions budgétaires faites par la direction.

Pour 1988, le budget prévisionnel en hausse de 5,25% (en ne prévoyant aucune création de poste ni augmentation de salaire) fait hurler le ministère qui impose un taux directeur de 1,9%, ce qui présageait un déficit de 22 millions de francs à la fin de l'année. Le département apportera sans doute un complément de 0,8%, mais de toute

façon il y aura un manque pour boucler la boucle.

Le premier à faire les frais de cette situation c'est, on le devine aisément, le personnel, qui a vu disparaître un peu partout des postes déployés pour ouvrir de nouveaux services (greffe de moelle, radio interventionnelle...), que la direction espère utiliser pour démontrer le bien-fondé de ses demandes. Si l'on ajoute la mise en place de traitements plus lourds, on s'aperçoit, chiffres fournis par un rapport d'expertise comptable demandé par le C.E. à l'appui, que les charges de travail ont augmenté d'au moins 30% tous secteurs confondus. On peut constater également un tassement du nombre d'employés au profit des catégories supérieures.

C'est dans ces conditions, très rapidement résumées, que les brancardiers ont décidé de ne pas commencer cette année comme les autres. Devant le rejet systématique de leurs revendications de postes dans les instances D.P. ou C.E., le 15 février, les brancardiers, après avoir demandé le soutien de la C.G.T., déposaient un préavis de grève pour le 1^{er} mars à une direction incrédule.

Le motif de la grève : le retour à l'effectif initial du service, à savoir 40 employés. Trois postes manquent ; la direction en proposa deux à des salariés qui, de façon exemplaire, refusèrent de jouer aux vendeurs de voitures d'occasion en marchandant leurs besoins, qu'ils connaissent mieux que personne.

Les brancardiers, qui ont l'avantage de contacter (de par leur fonction) la quasi-totalité du personnel, ont, au cours des assemblées générales quotidiennes, reçu le soutien grandissant des autres secteurs d'activité (soins, magasin, chirurgie, etc.), qui se sont mis en grève à leur tour le lundi 14 mars. Après un démarrage hésitant, le conflit semble se durcir et gagner les catégories jusque-là silencieuses, comme celle des infirmières. Les grévistes ont multiplié leurs interventions avec des délégations de plus en plus nombreuses à la commission paritaire, à la D.D.A.S.S.

En face, la direction qui a mis en place un service minimum, avec l'aide de la maîtrise (les grévistes n'acceptant pas d'effectuer ce service) semble camper sur ses positions, et les consignes du ministère sont « Tenez bon ! ».

Condamné à s'étendre...

Mais le conflit, qui est condamné à s'étendre pour ne pas s'essouffier, bénéficie de plus en plus du soutien varié du personnel. Des secteurs non grévistes font parvenir à la direction des lettres de solidarité avec les salariés en lutte, une souscription financière de soutien est ouverte et fonctionne.

D'autre part, malgré l'attitude incongrue de la C.F.D.T., qui

reconnaît les difficultés mais doute de l'action, donc n'y participe pas, et de F.O. qui se tait depuis de début du conflit ; des non-syndiqués, des syndiqués « francs-tireurs » et les militants et syndiqués C.G.T. se retrouvent chaque jour, et c'est aujourd'hui une négociation globale sur les effectifs que tous ces gens revendiquent, ainsi qu'une clarification sur la gestion de ces centres.

Alors que va avoir lieu une journée nationale sur le cancer, il serait souhaitable aussi qu'on aborde au travers les difficultés de la santé, l'utilisation des fonds provenant des quêtes, qui ne relèvent d'aucun contrôle mais qui permettent au ministère de la Santé de se dégager de toute obligation, et d'installer une politique de la santé à deux vitesses.

C'est un débat bien large mais essentiel, et s'il doit avoir lieu ce sera avec l'ensemble des professionnels de la santé et la population toute entière. Des travailleurs sont en lutte pour leurs conditions de travail malgré les pressions et les menaces, c'est un moment privilégié pour que soient posées les vraies questions, et que soient trouvées des solutions aux besoins de tous. Pour qu'ils puissent vaincre, solidarité.

Jean AUBEL

La direction de Chausson doit payer

LES travailleurs de Chausson en sont à leur sixième semaine de grève. Cela devient dur pour les travailleurs qui ont quatre ou cinq enfants, c'est pourquoi les grévistes font des collectes dans les entreprises, les gares, les métros (ces collectes rencontrent beaucoup de succès). Les négociations avec le médiateur continuent et les propositions de la direction évoluent, même si elles sont loin de ce que revendiquent les grévistes.

Le 12 mars, elle proposait 0,5% d'augmentation au 1^{er} janvier, plus 0,5% en octobre. En outre, elle proposait une prime de 400 F en mars, plus une autre de 400 F en mai, accompagnées d'un gadget qui se nomme : « Contrat de performance industrielle ». Le 15 mars, nouvelles négociations, la direction propose 71 F d'augmentation sur le salaire, plus 428 F de prime. Les travailleurs continuent de faire grève estimant, à juste titre, qu'il fallait des augmen-

tations sur le salaire et non des primes.

Enfin, les dernières négociations ont vu la direction proposer 1 000 F de prime, plus 15 F d'augmentation sur le salaire, accompagnées de la levée des sanctions pour fait de grève. L'usine de Meudon a repris le travail cette semaine, et un certain flottement se fait jour chez les grévistes, qui pensent qu'il vaut mieux reprendre la tête haute et ensemble plutôt que par un. Ce qui permettrait à la direction d'en profiter pour licencier les travailleurs les plus combattifs. Quoi qu'il en soit, la grève continue avec les revendications de 1 000 F d'augmentation pour tous et le paiement des jours de grève.

Philippe COUTY

On peut s'informer et organiser la solidarité en écrivant à : C.E. Solidarité Chausson, 40, rue Henri-Barbusse, 92 Gennevilliers ; ou en téléphonant au 47.90.88.25 (poste 33.00), ou au 47.90.65.12 (poste 39.34).

Gémignani est libre

C'était mardi soir sur Radio-Libertaire, les animateurs de l'émission « Les damnés de la terre » annonçaient le bruit : Roberto Gémignani serait libéré ce soir. Les prisonniers de Fresnes, auditeurs de Radio-Libertaire, ont si bien fait passer l'information d'une cellule à l'autre, que notre compagnon Roberto apprit ainsi qu'il allait être libéré, que la cinquième demande de mise en liberté allait être la bonne.

Roberto est donc libre, et c'est tant mieux. Il reste que la notification de l'extradition peut toujours intervenir, que la bataille juridique n'est donc pas gagnée et qu'il convient de rester vigilant dans les jours et les semaines qui viennent.

Même si la période (électorale) est peu propice aux charters, Roberto n'aura jamais une pétition de personnalités du monde médical comme Pancino, il y a un mois, pour arrêter les poursuites. Il compte en revanche sur le soutien international, qui s'est déjà exprimé (cf. *Monde libertaire* n° 699) et qui devra rester prêt à se manifester à nouveau.

Le Furet

Libération d'Eric Hébert insoumis à l'armée

C'EST donc le 10 mars que je suis sorti « libre » de la maison d'arrêt de Douai (Nord). Erroué depuis le 10 avril 1987 à cause de mon refus d'effectuer le service national, refus lié à mes convictions politiques, j'avais été condamné à 14 mois ferme le 28 octobre 1987.

Le 9 février, j'eus la surprise d'obtenir 3 mois de remise de peine pour « bonne conduite », et j'étais « libérable » le 10 mars. Il restait à savoir ce que feraient les autorités militaires. En effet, cette peine d'emprisonnement ne me dégageait nullement de la qualité de militaire. On pouvait s'attendre à une prise d'otage et à une nouvelle incorporation.

Le 9 mars, je fut appelé au greffe et je n'ai pas surpris d'y trouver des gradés. Je leur ai répété mon refus d'effectuer le service national, c'est alors que le capitaine-chef du service des effectifs du 43^e R.I.M.A. (Lille) me fit signer des papiers précisant que j'étais « placé en congé sans solde en attente de la décision de la commission juridictionnelle et renvoyé dans mes foyers le 10 mars ».

Cette commission se réunira le 22 mars et décidera s'il y a lieu de me réformer ou de me réincorporer (article 52 du code du service national). Avant de sortir, trois gendarmes m'attendaient, et je dus leur montrer les papiers, car visiblement ils étaient venus pour m'embarquer. Dehors, outre des files, plusieurs amis étaient venus de Rouen, Lille, Paris et région parisienne.

Même si je ne suis pas (encore) réformé, je tiens à remercier toutes les personnes qui se sont mobilisées pour cette « affaire », et qui m'ont soutenu. Prochainement, un bilan de cette « affaire » sera publié dans ces colonnes.

Eric HÉBERT



MAI 68

Nous l'aimons toujours tant... la révolution

Jusqu'à la fin juin, le *Monde libertaire* consacra une à deux pages à des témoignages de personnalités ou d'inconnus qui ont été les acteurs de Mai 68. Ils nous conteront leur témoignage, leur itinéraire personnel... Etudiants, lycéens, paysans, salariés, de toutes les régions, seront sollicités afin de comprendre l'évolution de leurs espoirs pour « changer la vie ».

Dès maintenant, nous pouvons vous annoncer les témoignages de Cabu (dessinateur), de Bernard (prof à Nanterre), de Jacky Toublet (syndicaliste) et de Jacques Lesage de la Haye (psychologue), qui seront suivis de bien d'autres.

Pour participer, pour proposer d'autres idées, contactez-nous : *Le Monde libertaire*, « Mai 68 », 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Le Comité de rédaction

SOUS les pavés... un patron de presse, un philosophe, un architecte, un homme de cabinet... Sur la plage, de nombreux galets de l'élite républicaine complaisamment décrites par des journalistes branchés (1).

Pour eux, tout fait pour que la jeune génération se sente très loin d'une « révolution manquée » dont les « leaders », à défaut d'un poste de direction dans un nouvel Etat soixante-huitard dont Charléty n'a pu accoucher, se sont contentés de figurer dans les coulisses du capitalisme adapté...

Ainsi 1968 n'aurait été pour le système qu'un moyen de briser ses archaïsmes afin de mieux intégrer à terme ses sujets, avec l'aide d'ex-meneurs gauchistes ? Non, nous ne laisserons pas occulter cet immense mouvement de révolte, dont la force subversive ébranla individus, institutions, Etat ! Ce serait se soumettre à tous les Big Brother dont le « ministère de la Vérité » s'efforce de perpétuer le règne, car « qui commande le passé commande l'avenir ; qui commande le présent commande le passé » (2).

Il suffit de donner la parole à tous ces anonymes dont ceux qui écrivent l'Histoire ne parlent pas — mais qui la font — pour respirer quelques effluves grisantes de ce grand souffle.

Loin des synthèses totalisantes et des certitudes autoproclamées, la vision libertaire de cette période ne consistera pas à la balayer par un projecteur de puissante lumière noire, mais à réunir une partie de ces flammes intérieures qui se sont ranimées, rejointes pour ne plus s'éteindre pour beaucoup, 20 ans après.

Ce que nous voulons... tout !

Ressentir, comprendre, saisir la possibilité pour chacun de *changer la vie* — la sienne et les autres — c'est refuser cette société qui veut imposer le renoncement, la soumission, l'obéissance aux chefs, aux guides éclairés, aux hommes providentiels.

« Réalisons nos rêves » (3), disaient les murs qui ont pris vie alors, égayés de graffitis, d'affiches, d'expressions... « *Je suis descendu dans la rue, j'étais comme dans mon salon* », nous a récemment confié un « piéton de mai » parmi d'autres (4). Partout des groupes en grande discussion, on se parle... enfin ; les rues vidées des « tristes figures » terrées chez elles ou parties au loin, mais remplies de l'énergie nouvelle des victimes habituelles du « métro-boulot-dodo ».

Arpentant, par une belle journée de printemps, les Champs-Élysées à pied ou en vélo, désertés par les privilégiés et les automobilistes désorientés et sans essence ! Une immense fracture dans le gris quotidien qui permet de s'exprimer pour parler à ses voisins et les écouter mieux, car « *Fais attention à tes oreilles, elles ont des murs* ».

Après avoir vécu cela, qui peut encore me faire accroire que cette prétendue « nature humaine », que tout un chacun remodèle peu ou prou en fonction de son idéologie,

nous maintient sans appel dans la résignation, l'égoïsme, l'isolement ! « *D'un homme on peut faire un flic, une brique, un para et l'on ne pourrait en faire un homme !* ».

Bien vaine est la tentative de quelques sociologues myopes pour endiguer un tel flot de révoltes en l'enserrant dans la thèse rassurante du conflit de générations ; la jeunesse disait : « *Nous ne sommes pas contre les vieux, nous sommes contre ce qui les fait vieillir !* ».

Il s'agissait alors d'agir d'une façon directe car « *on ne revendiquera rien, on ne demandera rien, on prendra* ». Et cela dans tous les domaines que le capitalisme s'efforce habituellement de saucissonner : vie au travail, vie à la maison, vie militante... « *Ma pensée n'est pas révolutionnaire si elle n'implique pas des actions quotidiennes dans le cadre éducatif, familial, politique et amoureux* ». Plus question de se cacher derrière les autres car « *la société a mis un flic en chacun de nous qu'il faut tuer* » et « *pour mettre en question la société où l'on vit, il faut d'abord être capable de se mettre en question soi-même* ».

Place alors à la gaieté, à l'humour, à l'insolence envers tous les pouvoirs, toutes les morales ; « *quand le respect se perd, n'allez pas le rechercher* ».

Cours camarade...

Guidés par l'imagination, occupés à courir après cette multitude d'instant si intenses, nous n'avions cependant pas totalement semé le Vieux Monde qui, bien qu'essoufflé, nous suivait à la trace. Il lâcha d'abord sa police déchaînée dans les rues, les cafés, voire les appartements et les champs de patates... (5) Je pense encore à Gilles Tautin, lycéen noyé à Meulan ! Mais barricades contre charges, pavés contre grenades, entraînés contre horde sauvage ébranlèrent les forces du désordre (6).

Le pouvoir vacillant consigna les appelés dans les casernes, massa des troupes d'élite à divers endroits du territoire... à tout hasard ! C'est que la fable attribuant tout cet ébranlement à quelques manipulateurs en coulisse s'effondra vite. Combien étions-nous de dizaines de milliers à répondre avec malice : « *Nous sommes tous des juifs allemands* » ou « *Nous sommes un groupuscule* » ?

La « virginité » politique de beaucoup ne nous empêcha pas de percevoir clairement la « langue de bois » et les tentatives « extrêmement gauches » de récupération de certains pour imposer leurs analyses et leurs solutions toutes faites. Nous leur disions : « *Ne me libère pas, je m'en charge* ».

Bien sûr, on se fit avoir jusqu'à la « gauche », mais en toute lucidité... ça console un peu ! Je revois encore l'air abasourdi de mes copains de Sud-Aviation, avec qui je vaquais à mes « occupations », lorsqu'un militant C.G.T. vint proposer dans notre secteur la signature d'une pétition pour « *un gouvernement d'union démocratique et populaire* ». Quelle dérision, proposer un changement... de ministres à ceux qui tentent de *changer la vie* !



Comment s'étonner qu'après « *il faut savoir terminer une grève* » de 1936, « *la grève est l'arme des trusts* » de 1946, ils se précipitent à Grenelle négocier avec Pompidou une reprise du travail dans l'ordre et la dignité ?

Il y a un monde, et quel monde, entre nos désirs et le réalisme stalinien ou réformiste !

Un printemps toujours vivant

Pour parachever la remise au pas, la bourgeoisie investit toutes les mairies, les écoles avec l'arme qui dissuade le plus souvent le peuple de s'occuper d'une bonne fois pour toutes de ses affaires : l'urne. Pour enfermer dans ce tabernacle les espoirs de 1968, il suffit alors d'une

entreprise de désinformation sur fond de « Paris en flammes » afin d'affoler les campagnes profondes. Il nous restait à soutenir les grévistes de l'O.R.T.F., à s'écrier « *Ouvrez les yeux, fermez la télé, élections piège à cons, des vœux dévots des votes* », avant de voir la chienlit tricolore envahir le Parlement après les Champs-Élysées.

Mais le choc avait été trop fort, des carapaces avaient éclaté, la vie ne renonçait pas. Pour beaucoup, ce fut le début d'une lutte prolongée... dans tous les domaines (7). Dans les usines et les unions locales, on vit la renaissance de l'incroyable anarcho-syndicalisme. Découvrez, redécouvrez tous ces aspects à travers les itinéraires de dizaines d'individus que nous avons rencontrés et qui seront présents réguliè-

ment dans les colonnes du *Monde libertaire*, sur les antennes de Radio-Libertaire. Il n'est pas trop tard pour se réapproprier nos histoires, notre histoire.

Elan Noir

- (1) Tels Hamon et Rotman dans Génération les années de poudre.
- (2) 1984, magistrale description, par G. Orwell, de tout système autoritaire.
- (3) Toutes ces phrases ont égayé les murs de 1968.
- (4) Jules Celma, L'éducateur.
- (5) Prise d'assaut de Renault-Flins par les C.R.S.
- (6) Près de la moitié des C.R.S. se firent porter pâle...
- (7) Free-jazz, groupe Information Asile, Comité d'action des prisonniers, M.L.F., Sexpol, Charlie-Hebdo, La Gueule ouverte, Paysans en lutte...

Sur Mai 68...

Il est interdit d'interdire... Jouissez sans entraves... La chienlit, c'est lui...

« *Dans ces circonstances aiguës de la lutte des classes, certains éléments douteux, renégats pour la plupart, nous ont accusés, dans des termes insultants, d'avoir laissé passer l'heure de la prise du pouvoir par la classe ouvrière. C'est-à-dire de n'avoir pas tenté d'entreprendre ce dont de Gaulle nous accusait non sans caresser l'espoir de tout noyer dans le sang après avoir pris sur le plan militaire toutes les dispositions en conséquence ; nous avions, en tout cas, de bonnes raisons de le penser ! A dire vrai, la question de savoir si l'heure d'une insurrection armée avait sonné ou non ne s'est jamais posée ni au B.C. ni à la C.A., composés comme on sait de militants sérieux très responsables (...)* ».

Georges Séguy

Nous sommes tous des anarchistes allemands ! Cohn-Bendit qui est-ce ? Rue Gay-Lussac les rebelles n'ont que les voitures à brûler !

« *Mais la plus grande leçon que l'on puisse tirer de ces journées exaltantes c'est la permanence de la pensée et de l'espoir révolutionnaire dans le cœur de l'homme. Les étudiants ont fait la preuve que rien n'était définitivement enterré sous le flot des objets que la société de consommation offre à la cupidité des hommes. Et c'est le plus beau des cadeaux que la jeunesse d'aujourd'hui fait à la jeunesse de demain. Un cadeau qui s'appelle "l'espoir" !* ».

Maurice Joyeux

« *Vers la fin de la grève les syndicats entraient la porte à de bons étudiants triés sur le volet bien sûr, dans le hall ils exposèrent de grands dessins abstraits de 3 m sur 3 m, cela accentua l'incompréhension, s'ils avaient voulu entendre définitivement la rupture, ils*

n'auraient pas fait mieux et même cette hypothèse n'est pas exclue (...)

« *Sur les traces de l'Odéon et de la Sorbonne, la mode fut aussi à la discussion, mais beaucoup de grévistes n'y participèrent pas, préférant rester chez eux, d'autres venaient faire un tour aux nouvelles à l'assemblée générale. Certains partirent même à la campagne et téléphonèrent de temps en temps au bistrot du coin pour savoir si la tôle avait repris.*

« *En revenant aux colloques organisés dans les ateliers, les meneurs de jeux autrement dit les délégués entretenirent la séparation entre les catégories, les gars des ateliers discutèrent sur leurs lieux de travail, les bureaucrates dans les bureaux, les cadres dans une salle spéciale. Pour ainsi dire aucune confrontation ne fut obtenue radicalement, chacun resta dans son coin et, le pire, personne*

ne se rendit compte de rien, la hiérarchie fut ainsi perpétuée, les problèmes de commandement sont des sujets de spécialistes et le manœuvre n'a pas à intervenir. Dans des réunions de ce genre, aux mêmes heures, permettant la ségrégation des employés, certains problèmes furent de cette façon écartés. Une belle réunion de chronométrateurs par exemple abordant la misère de leurs conditions, troublée par la participation des ouvriers au rendement devant réaliser leurs inepties aurait été un beau spectacle, qui eut valu, soyez en sûr, les tours de chants des artistes qui vinrent comme en 1936 entretenir le moral du gréviste. ».

Paulo Chenard

Ouvriers, étudiants tous ensemble... Sous les pavés la plage... Cassez les téléés, descendez dans la rue ! Joli mois de mai, quand reviendras-tu ?

Au long des pages et des émissions

A l'initiative de l'émission « Chronique syndicale », Radio-Libertaire, le *Monde libertaire* et I.R.L. consacreront, du 26 mars à la fin du mois de juin, un certain nombre d'émissions et de pages à une évocation des événements de Mai 68.

« *L'Histoire est trop souvent inculquée à nos chères têtes blondes comme étroitement liée à l'influence des hommes exceptionnels. Il s'agit pour nous de montrer le visage, la voix, le cœur, le sang, les sentiments de quelques uns de ces anonymes, qui ont été les véritables "acteurs" de Mai 68 ; et aussi d'évoquer, en retour, comment une telle période, où « le monde bouge », a pu influencer en profondeur la personnalité de chacun.* »

Sur Radio-Libertaire, « Chroniques syndicales », « Femmes libres », « Blues en liberté », « H. comme Hasard » et « Magazine libertaire » prévoient déjà des émissions régulières (1).

Dans I.R.L. des dossiers paraîtront (2). « *Il est interdit d'interdire* » à d'autres émissions de Radio-Libertaire, à d'autres radios libres d'ici et d'ailleurs, à d'autres gazettes de se joindre à cette initiative.

Secrétariat de Radio-Libertaire

ÉCOLOGIE

C.F.C. : danger pour l'ozone !

L'ozone était récemment le sujet de l'émission « Microclimat » sur Radio-Libertaire. Rappelons que le magazine de l'écologie et de l'environnement a lieu tous les mardis de 18 h à 19 h sur 89.4 MHz.

Josette Bénard est secrétaire générale de la Fédération française des sociétés de protection de la nature (F.F.S.P.N.) et professeur de biologie. Elle était l'invitée de cette émission consacrée à l'ozone, sujet d'inquiétude déjà évoqué dans le *Monde libertaire*.

La rédaction

— **Perline :** *Tout d'abord, l'ozone, qu'est-ce que c'est ?*

— **Josette Bénard :** C'est un composé chimique formé de trois atomes d'oxygène, il se produit naturellement comme par exemple à l'occasion d'orages. Il y a dans la stratosphère une couche très riche en ozone qui protège la terre d'un certain nombre de rayons ultraviolets (U.V.) et en particulier les U.V.B. qui sont les plus dangereux pour la vie.

— **P. :** *Une des particularités de l'ozone est d'être une molécule instable...*

— **J.B. :** Oui, et elle peut être cassée en particulier par le chlore. C'est ce qui se passe actuellement. Il y a peut-être aussi d'autres éléments qui entrent en jeu mais les observations sont difficiles dans la haute atmosphère et elles ne sont entreprises que depuis peu de temps. Il est en tous cas évident que les C.F.C. (chlorofluorocarbène) jouent un rôle dans la destruction de la couche d'ozone.

— **P. :** *Ça ne fait pas très longtemps qu'on s'est aperçu de ces problèmes...*

— **J.B. :** On peut maintenant faire des analyses assez précises grâce à des moyens modernes comme les satellites, mais des obser-

vements ont déjà été faites il y a une trentaine d'années dans l'Antarctique, ce qui permet de comparer avec les mesures actuelles.

— **P. :** *Mais la couche d'ozone a une épaisseur qui varie naturellement...*

— **J.B. :** Le fameux « trou » observé par satellite dans la couche d'ozone au pôle Sud se creuse à certaines périodes et se reconstitue ensuite sous l'influence de phénomènes météorologiques.

— **P. :** *On s'est donc aperçu que l'épaisseur de la couche d'ozone diminuait dangereusement et rapidement... selon quel pourcentage ?*

— **J.B. :** Cela dépend des endroits et des périodes, les observations par satellites et par ballons sondés montrent que la diminution n'est pas du tout homogène. On l'a maintenant évaluée au pôle Nord à environ 10% ; des études américaines indiquent qu'une diminution a lieu aussi autour de la zone tropicale... On aura aussi prochainement de nouvelles données grâce à la dernière expédition qui a eu lieu en Suède, tout près du cercle polaire.

— **P. :** *Il y a donc un certain nombre de produits qui sont en cause. Les emballages en polystyrène, les produits réfrigérants, et*



aussi certains propulseurs des bombes aérosols.

— **J.B. :** Oui, il y a toute une série de C.F.C., mais il n'y en a que certains qui attaquent la couche d'ozone. Quant au fréon, on a longtemps cru qu'il était un gaz inerte, l'expérience montre maintenant qu'il pose des problèmes.

— **P. :** *Récemment Que Choisir proposait des produits de substitution...*

— **J.B. :** Le discours est un peu piégé. Les industriels producteurs de C.F.C. mettent en avant que les autres gaz ne sont pas moins dangereux. La question qu'on peut poser est plutôt : avons-nous besoin de tous les aérosols ? Et il ne s'agit pas de défendre la bougie contre le nucléaire !

— **P. :** *Mais il est difficile de remettre en question les réfrigérateurs...*

— **J.B. :** Oui, mais là il y a des solutions. Au lieu de jeter ce qui est hors d'usage, on peut récupérer, recycler les produits...

— **P. :** *Le fréon est en circuit fermé dans les réfrigérateurs, mais dans les déchets...*

— **J.B. :** On tombe sur le problème des déchets. On est dans une économie marchande où l'industrie fait fi de ce qui est nature, c'est-à-dire avant, et de ce qui est après, les déchets.

— **P. :** *Une décision a été prise à Montréal à la mi-septembre de réduire la production des C.F.C. à partir du 1^{er} janvier 1989. De quoi s'agit-il ?*

— **J.B. :** Ce n'est qu'un protocole additionnel. Vingt et un pays avaient déjà signé une convention à Vienne en 1985, c'était un début de prise de conscience. Maintenant, la décision prise récemment est celle d'un niveau de production pour 1989 égal à celui de 1986, ce qui est une assez faible réduction. Le bureau européen de l'Environnement demandait une réduction de 85% dans les 5 ans. De plus, tous les pays ne sont pas signataires.

— **P. :** *La réduction envisagée par la convention de Montréal comporte aussi des exceptions pour certains pays signataires qui la rendent en fait complètement caduque.*

— **J.B. :** Les industriels sont quand même sensibles à la question puisque certains font des recherches pour trouver des substituts non nocifs aux C.F.C. Ils y sont sensibles aussi puisqu'ils refusent d'inscrire « C.F.C. » dans la liste des composants sur leurs produits de peur du boycott des consommateurs. On peut espérer que ceux qui font des recherches vont les activer sous la pression de l'opinion publique qui dispose effectivement de l'arme du boycott.

— **P. :** *Quels sont les problèmes avec les rayons ultraviolets ?*

— **J.B. :** Certains ultraviolets sont bénéfiques pour l'organisme humain mais les U.V.B. peuvent être à l'origine de cancers de la peau, de lésions oculaires et aussi d'un

affaiblissement du système immunitaire, même s'il ne faut pas trop phantasmer sur ce dernier point.

— **P. :** *Pourtant, il est sûr qu'avec la diminution de la couche d'ozone le nombre de malades va augmenter, bien qu'il soit difficile de mesurer la responsabilité de l'ozone dans les cancers de la peau par exemple... Mais c'est sérieux !*

— **J.B. :** Oui, il est très difficile de faire la part des choses. Les cancers de la peau peuvent avoir d'autres sources.

— **P. :** *Et l'augmentation de la température sur la terre ?*

— **J.B. :** Les U.V.B. d'une part, la captation des infrarouges par les C.F.C. d'autre part, plus d'augmentation parallèle du dioxyde de carbone engendrent un effet de serre : une augmentation de la température. Cette augmentation du dioxyde de carbone est ancienne, c'est la combustion des énergies fossiles. On rejoint là la question de la consommation d'énergie qu'il faut réduire. Mais l'augmentation de la température c'est donc une fonte des glaces polaires et par conséquent une hausse du niveau de la mer, que certains évaluent à 1,5 mètre, ce qui bouleversera complètement les paysages et la vie dans certaines régions.

— **P. :** *La version la plus optimiste donne 2 degrés d'augmentation de la température et 50 centimètres du niveau des mers, c'est déjà beaucoup !*

— **J.B. :** Oui, le problème est que c'est un phénomène en cours qui continuerait même si dès aujourd'hui étaient prises des mesures draconiennes. Ce qu'il faut, c'est essayer d'avoir une approche globale et à long terme. Nous n'avons probablement pas su, nous les écologistes, nous faire entendre. Il a finalement fallu que la sacrosainte économie soit elle-même touchée pour qu'on se rende compte qu'il y avait une part de vérité dans ce que nous disions.

— **P. :** *Ce qu'on peut faire en attendant, c'est boycotter certains produits. Pour les emballages en polystyrène comme ceux des hamburgers dans les fast-food, on peut boycotter l'emballage et son contenu, ça ne fait pas de mal ! Pour les bombes aérosols, comment savoir ?*

— **J.B. :** C'est très simple, quand le produit propulseur n'est pas mentionné, il y a toute chance que ce soit du C.F.C., parce que les autres le marquent.

— **P. :** *Donc on boycotte !*

— **J.B. :** Oui !

Pour assurer l'indépendance du « Monde libertaire », souscrivez...

RUBRIQUE SCIENCE

• NAVETTES SPATIALES

Alors que les Etats-Unis sont enlisés dans leur programme spatial à la suite de la catastrophe de « Challenger » (leur navette), que les Européens obtiennent de bons résultats (mise en orbite de satellites par le lanceur « Ariane » en particulier), les Soviétiques sont en passe d'être les véritables tenants du domaine spatial. Le 19 mars 1988, leur propre navette (baptisée « Energia ») a décollé, et va ainsi ouvrir le bal d'un véritable va-et-vient entre la Terre et l'espace. Ceci est à ajouter aux succès remportés par les astronautes soviétiques, détenteurs du titre de la plus grande longévité dans l'espace. Nul doute que la population soviétique va être sur-informée sur cette aventure spatiale, ce qui sera bien utile pour occuper les esprits lors du retrait probable des troupes d'Afghanistan, et du bilan des victimes.

• NUCLÉAIRE

Un feu très important a été signalé au centre nucléaire de Windscale, en Grande-Bretagne. De nombreux produits radio-actifs ont été relâchés dans l'atmosphère, entraînant la mort d'une trentaine de personnes. Un détail : ceci s'est produit il y a 30 ans, en 1957, mais l'information avait été censurée par le Premier ministre de l'époque, et il a donc fallu attendre tout ce temps pour qu'elle soit divulguée fin 1987. Heureusement, ceci n'est, ne peut et ne pourra jamais être le cas en France, pays de la liberté d'information totale comme chacun le sait...

• MUSEUM

L'Institut de paléontologie du Muséum national d'histoire naturelle de Paris, malgré les troubles secouant la vieille maison (voir « Monde libertaire » n° 700), est à la pointe de la recherche sur le terrain. Deux découvertes très importantes viennent en effet d'être effectuées par deux équipes dépendant de cet institut. La première se situe dans les Andes boliviennes : il s'agit des plus vieux poissons fossiles du monde (dont l'âge est d'environ 470 millions d'années), des poissons primitifs sans mâchoires (très proches des lamproies actuelles), et à bouclier osseux céphalique. Ce sont les premiers vrais vertébrés, c'est-à-dire les ancêtres plus ou moins directs des classes de vertébrés actuelles (poissons, amphibiens, reptiles, oiseaux, et... mammifères). Nous avons aussi une bonne représentation de ce qu'était notre ancêtre commun, il y a très, très longtemps... La deuxième découverte a été effectuée dans le sultanat d'Oman ; quatre dents millimétriques ont été extraites de plusieurs dizaines de kilos de sédiments. Elles appartiennent à un primate fossile, un prosimien âgé de 36 millions d'années (pour mémoire, rappelons que les premiers hominidés apparurent il y a environ 6 millions d'années). Ces prosimiens évoluaient sous un climat tropical, quand la péninsule arabe était encore reliée à l'Afrique.

PATRICK
(Gr. Sevrans-Bondy)



Origines de la vie

Ce n'est pas la première fois que des molécules organiques sont mises en évidence de façon flagrante sur des corps provenant du cosmos. Ainsi, il a été prouvé récemment que les acides aminés (constituant des protéines) trouvés sur des météorites n'étaient pas dus à une contamination terrestre mais provenaient bien de l'espace. Cela semblait d'ailleurs tout à fait acceptable depuis la célèbre expérience de Miller (1952) et ses dérivés qui ont produit des molécules organiques à partir d'un « bouillon » constitué de molécules très simples.

Mais de là à accepter la « panspermie » qui imagine une origine extraterrestre de la vie, il y a tout de même un fossé. L'avantage évident de la panspermie sur les autres théories est d'allonger la durée d'évolution dont a disposé la vie puisqu'elle aurait pu commencer avant les 5 milliards d'années fatidiques, date de formation de la terre. Mais il lui faudra bien un commencement aussi à cette vie-là. La science n'est pas prête à accepter l'œuvre du dieu qui déposerait la vie toute faite...

En fait la panspermie n'offre aucun avantage décisif dans l'état actuel des connaissances par rapport aux théories dites classiques. Même si ces dernières n'expliquent pas tout, loin de là, on n'a pas encore épuisé toutes leurs possibilités pour avoir nécessairement recours à la panspermie.

Marc G.

NICARAGUA

Colère contre la spéculation

LEÓN, 12 février 1988, le F.S.L.N. lance un appel à tous les militants, à tous les réservistes et à tous les fonctionnaires. Les regroupements armés autour des comités de quartier, des coopératives et des écoles s'organisent. Les camions arrivent, remplis de caisses. « Les munitions ! », pensent les miliciens. *La Prensa*, quotidien de la bourgeoisie, titre : « Gigantesque mobilisation militaire ». La contra déferle-t-elle sur le nord du pays ?

Seules 60 000 personnes qui avaient participé à l'étape préparatoire savaient (1). Le 15 février, à 3 heures du matin, le gouvernement signait un décret qui fit l'effet d'une bombe : tous les billets de banque seront échangés contre des nouveaux à 1 contre 1 000, le taux de change avec le dollar passe de 70 cordobas (cours officiel, 50 000 au marché noir) à 10. Au-dessus de 10 millions d'anciens cordobas, le change n'est plus fait en billets et les sommes supérieures doivent être déposées sur un compte bancaire. Toutes les grilles de salaires sont modifiées. *Barricada*, quotidien sandiniste, titre : « *Accions de masse pour surveiller les prix* ».

Depuis des mois, la colère des salariés grondait. L'inflation pour 1987 dépassait les 1 200% et les salaires n'avaient été réévalués que de 500%, sous la pression des syndicats. Pourtant, au printemps 1987, les marchés avaient connu les recensements : seuls les commerçants avec licence pouvaient vendre. Mais ceux-ci n'appliquaient jamais les prix officiels calculés en fonction du coût à la production avec le transport. Le marché s'appelle dans le langage courant « mercado negro », par opposition aux magasins d'Etat et aux coopératives

syndicales où les produits sont rationnés, mais à un prix correspondant aux salaires. A la fin de l'été 1987, il était devenu difficile pour un ouvrier de León de nourrir sa famille : le repas se limitait au riz-mais avec quelques rares légumes.

L'année 1987, fut une année de sécheresse catastrophique en Amérique centrale. A la fin de l'année, les ouvriers de León ne pouvaient acheter que du riz et pas pour toute leur famille. Aller au marché est devenu un luxe. Dans les campagnes, les paysans pauvres réclament des terres supplémentaires. L'Etat a ainsi été amené à céder 10% des surfaces cultivées, entre 1985 et 1987, aux C.A.S. coopératives agricoles avec propriété intégrale de tous les associés et en principe gestion directe) et il ne détient plus que 7% des terres cultivées.

Dans les C.A.S. se déroule une campagne pour le renforcement de l'autogestion et contre l'esprit technocrate d'interlocuteurs de l'Etat, qui aggravent les difficultés (2). Pourtant, l'inflation permet de gonfler les dettes et les intérêts bancaires. Mais, il coûte moins cher d'acheter un nouveau tracteur que de réparer l'ancien, car il faut des dollars pour se procurer les pièces au marché noir ou à l'étranger. Et les rendements se sont effondrés avec la sécheresse.

Nouveaux billets, nouvelle spéculation ?

Limiter le nombre de zéros et ajuster le prix du dollar aux coûts réels ? Pas seulement. Le changement des billets a contraint les spéculateurs à se démasquer ou à perdre leur mise en cordobas puisqu'ils étaient obligés de faire des déclara-

tions en banque. Et ce ne sont pas les ouvriers qui pouvaient thésauriser. De plus, les prix devront être contrôlés au plus près sur les marchés par les consommateurs, ce qui nécessite un suivi étroit fait par les comités de quartier. Enfin, les contrats, qui détiennent 15% de la masse monétaire, ont beaucoup perdu en capacité d'intervention sur le marché intérieur, car les frontières ont été fermées pendant les opérations de change.

Un grand mouvement de classe

Quant aux salaires ouvriers, ils ont été multipliés par cinq à León dans le secteur du bâtiment-travaux publics. Des aménagements spéciaux ont été prévus pour les crédits aux logements en cours. Ces salaires sont adaptés aux nouveaux prix. Mais, dans un système de marché, les commerçants préfèrent stocker en attendant la hausse de prix due à la diminution des quantités vendues.

Nouveaux billets, nouvelle grille des salaires, mais même spéculation. Aussi, anticipant ces réflexes de spéculation, la colère s'est déchaînée à León : les ouvriers organisés et armés ont fouillé les caves des villas pour récupérer les stocks cachés de nourriture. Dans tout le Nicaragua, des scènes similaires ont eu lieu. La tension reste vive.

Nous sommes en présence d'un problème de classes. Les réquisitions chez les spéculateurs ne résoudront pas les inégalités qu'entraîne le marché. La force ne peut régir une société qui s'émancipe, même si elle est dirigée contre l'ennemi de classe. La violence doit

s'exprimer surtout en une fois, pour balayer les réseaux capitalistes et mercantiles, pour instaurer la socialisation de la distribution à travers les coopératives de consommateurs sous l'égide des comités de quartier.

Dans le cas nicaraguayen, où l'autogestion n'est pas encore généralisée, ce grand mouvement des consommateurs pour la survie qui se déchaîne actuellement aura un soutien assuré dans les coopératives paysannes. D'ailleurs, ce sont bien les comités de quartier (C.D.S.) qui coordonnent la résistance, avec le soutien des syndicats sandinistes (3). Ce qui prouve bien que l'association des producteurs et des consommateurs pour gérer le pays n'est pas une utopie mais la voie la plus réaliste pour les classes populaires.

L'Etat est une structure qui se superpose au mouvement, même s'il est à l'initiative de cette réforme, sous la pression du mécontentement populaire. Cependant, l'intérêt de l'Etat est ailleurs : il s'agit surtout de drainer les ressources financières vers les banques pour orienter les crédits vers le secteur productif, comme l'affirme César Samillán, économiste indépendant (4). C'est l'objet du seuil de change à 10 millions de cordobas. Au-dessus du seuil, les sommes sont déposées en banque. En soi, l'action semble louable. Pourtant, les coopératives sont loin de maîtriser les marchés et l'économie. De plus, le « multiplicateur de crédit » (5) fausse cette possibilité de contrôle des crédits bancaires. Aussi, nous pouvons déjà affirmer que l'Etat ne stoppera pas la spéculation.

Et puis, le choix des branches économiques favorisées par le crédit pourrait être rationnel et populaire,

mais comment s'assurer que les choix des capitalistes seront conformes aux objectifs initiaux ? Enfin, ceux-ci ne prendront-ils pas prétexte de la crise économique, des obligations imposées par l'Etat et du chômage pour refuser les revendications salariales ? Seule une assemblée des producteurs et des consommateurs pourrait le déceler, et non pas une assemblée composée de députés élus sur une base exclusivement territoriale, hors des clivages de classe.

La crise actuelle montre que la recréation d'un Etat au Nicaragua entrave le plein accomplissement de la révolution. Et ce ne sont pas les aumônes des Etats sociaux-démocrates ou socialistes, industrialisés, rassurés par un Etat dont les institutions politiques s'inspirent de celles des Etats-Unis, qui pourront répondre à l'anxiété des militants sandinistes plongés dans la faim et la misère. Les mobilisations actuelles montrent que, même avec la guerre, la révolution continue à se construire non pas sur le papier, mais dans le sang et les larmes, avec les armes du peuple nicaraguayen.

Xavier MERVILLE

(1) Barricada internacional, 25 février 1988.

(2) Envio, décembre 1987.

(3) Agencia Nueva Nicaragua, 1^{er} mars 1988.

(4) Barricada internacional, 25 février 1988.

(5) L'argent prêté à une entreprise se multiplie ex nihilo car il est versé aux fournisseurs et aux salariés, qui le reversent à une banque ou l'utilisent pour les échanges, mais les commerçants le mettent à la banque, etc. A chaque fois que la banque réencasse l'argent, elle ouvre un nouveau crédit. Ce mécanisme en spirale a pu être limité par les réserves obligatoires en billets dans les banques ou par l'encadrement du crédit, mais la spirale ne peut être contenue sous peine de paralyser l'économie de marché.

IRLANDE

Non au terrorisme !

LES derniers événements en Irlande, pour spectaculaires et meurtriers qu'ils soient, sont hélas ! coutumiers de la politique britannique et loyaliste. L'assassinat par douze flingueurs du S.A.S. de trois volontaires de l'I.R.A. (Mairead Farrell, Sean Savage et Dan Mac Cann), à Gibraltar dimanche 6 mars, est la continuation de la politique du

« Shoot to kill » : depuis plusieurs années, des unités spéciales de la police nord-irlandaise (R.U.C.), formées par les S.A.S., sont chargées d'exécuter froidement des militants républicains.

La nouveauté, ici, c'est la coopération européenne qui a permis ces assassinats : le gouvernement de Dublin a prévenu son homologue espagnol de l'arrivée de trois

combattants, qui a prévenu le Cabinet britannique. La désinformation organisée par celui-ci n'étonnera que ceux qui pensent que l'Etat respecte ses propres règles. Mais la vérité a tout de même émergé : non, il n'y avait pas de voiture piégée prête à exploser dans la foule.

La personnalité des trois militants abattus explique l'ampleur

de l'assistance au cortège funèbre et aux funérailles. Mairead Farrell était particulièrement célèbre : née en 1957, elle rejoint l'I.R.A. à l'âge de dix-huit ans, et fut la première femme emprisonnée en 1976, depuis le retrait du statut politique, à la prison d'Armagh. Elle devint l'officier commandant les femmes emprisonnées de l'I.R.A. Elle participa aux grèves de l'hygiène et de la faim. Elle a été libérée en novembre 1986.

La réponse des activistes loyalistes est également habituelle à l'Irlande. Eux n'ont pas hésité à tirer dans la foule. La boucherie opérée lors des funérailles des « trois de Gibraltar » s'inscrit dans la longue liste des attentats sectaires et aveugles que ces terroristes ont toujours pratiqué : lors des mobilisations de masse pour les droits civiques, au début des années 70, et son cortège de pogroms, ou comme l'assassinat, mardi 8 mars, d'un commerçant catholique qui avait pour seul tort de résider dans un quartier loyaliste.

Divers groupes paramilitaires loyalistes se répartissent les cartes de ce jeu macabre : l'U.D.A. (Ulster Defence Association) organisation légale d'encadrement de la société protestante ; et divers gangs chargés des actions terroristes : l'U.V.F. (Ulster Volunteer Force), l'U.F.F. (Ulster Freedom Fighters), toutes infiltrées dans l'U.D.A. ; et la Protestant Action Force, composée pour beaucoup de soldats de l'U.D.R., le régiment britannique d'Irlande du nord.

Ce retour spectaculaire de l'activisme unioniste pose des

questions. Certains y voient le jusqu'au-boutisme de certaines fractions opposées à la direction de l'U.D.A. Celle-ci serait prête à négocier avec les Britanniques un rétablissement du pouvoir local, supprimé par Londres, en concédant un strapontin au parti catholique S.D.L.P., hostile à la lutte armée.

Rétablir les faits sans complaisance

Après le drame d'Enniskillen où il était de bon ton parmi la génération « consensus » de renvoyer tout le monde dos à dos, ces attentats remettent les pendules à l'heure chez ceux qui avaient « oublié » la présence du terrorisme.

Le terrorisme, en Irlande, c'est la politique des Britanniques et des loyalistes pour essayer de briser la résistance de la population républicaine, dont l'engagement, le soutien ou la « complicité » permet depuis vingt ans à l'I.R.A. de mener sa lutte. Une lutte militaire dirigée contre les forces armées britanniques où loyalistes, et de défendre des ghettos contre les attaques sectaires. Pour abattre l'Etat le plus répressif et le plus discriminatoire d'Europe occidentale.

Un premier pas de solidarité envers ceux qui subissent cette oppression est de rétablir les faits, sans complaisance pour quiconque mais sans démission.

Denis MARCHAND
(Gr. Francisco-Sabate)



R.F.A.

Le congrès du F.M.I. se prépare

EN 1944, à Bretton-Woods dans le New Hampshire, un monstre à sept têtes a vu le jour: le Fond monétaire international (F.M.I.). A ses côtés naquit la « Banque internationale pour la reconstruction et le développement » (B.I.R.D.). Leur raison de vivre: la reconstruction du système mondial capitaliste. Il s'agit en effet des institutions établies pour une domination mondiale et qui, au nom de profits rapides et unilatéraux, sont prêtes à détruire des rapports sociaux, économiques, des vies humaines et la nature. Ainsi, dans les années 1970, l'Afrique, l'Asie, l'Amérique latine ont été systématiquement endettées par le biais de crédits gigantesques. Après la crise mondiale à la fin des années 1970, les pays débiteurs furent forcés de se soumettre aux conditions de remboursement des pays emprunteurs. A cette occasion, les cartels industriels et les banques développèrent des stratégies d'exploitation de ces trois continents, et, en tant qu'« huissier » des banques, le F.M.I. soumit les pays endettés à des « programmes de stabilisation ».

L'endettement et ses conséquences

Les dettes globales de la moitié pauvre du globe avaient, en 1987, presque atteint 1 200 milliards de dollars; il y a trois ans, le total était de 958 milliards de dollars... Cette année, on estime que cette montagne de dettes va atteindre 1 245 milliards. Pendant que les intérêts versés et les remboursements en capital ne cessent de croître, l'ensemble des ressources nouvelles qu'on accorde aux pays débiteurs n'a cessé de diminuer depuis



Bidonville à Guatemala Ciudad, « American way of... life ! ».

six ans. Ainsi, les pays endettés en viennent à financer les pays riches... Alors que les pauvres sur notre planète ne sont pas responsables de cet endettement, on leur présente la facture. Des millions de gens sur terre sont ainsi poussés à la misère extrême et à la mort par la famine. Cela, en d'autres circonstances, s'appellerait un « génocide ».

Cette exploitation mondiale a des visages multiples. En sont les victimes, parmi d'autres, tous ces petits paysans de leur terre, qui aujourd'hui traversent en tant que

saisonniers et réfugiés les pays des trois continents et se poussent, en vagues misérables, vers les portes fermées des pays riches.

Ce sont ces femmes et ces enfants vendus un peu partout dans le monde dans les bordels. Ce sont ces Indiens Maya du Guatemala, esclaves sur les latifundia de maïs, et qui, pour se procurer leur nourriture traditionnelle, le maïs, doivent l'acheter en boîte de conserve, revenant des Etats-Unis. Ce sont ces petites filles, pieds nus, qui coltent dans des ateliers de Taiwan des

cheveux sur les têtes des poupées starlettes, lesquelles, ensuite, seront exportées et mises par le Père Noël dans les souliers des petites filles des pays riches. Ce sont ces 40 000 femmes qui travaillent dans les gigantesques serres d'une multinationale installée aux alentours de Bogota, pour un salaire de misère, souffrant presque toutes de graves troubles de santé dus à l'emploi massif des pesticides. Jour après jour, sortent de ces serres des tonnes d'oignons, de roses et de chrysanthèmes en direction de l'aéroport El Dorado pour être en suite exportés en Europe et en Israël, finissant en tristes cadavres sur les tables de salons bourgeois. Ce sont ces petits paysans du Sénégal qui autrefois cultivaient de la semoule pour le marché local et où le cartel Bud Anthe — soutenu par la B.I.R.D., bien sûr — commença il y a quinze ans à remplacer la semoule par des légumes destinés à l'exportation. Aujourd'hui, ces champs sont contrôlés par une petite armée, et la population dépend de l'aide alimentaire importée.

Nos vaches, nos cochons mangent aussi une cuisine internationale et exotique: soja du Brésil, farine de poisson du Pérou, blé d'Argentine, manioc d'Asie du Sud-Est... Tout cela arrive de pays qui, aujourd'hui, ne sont pas en mesure de se nourrir seuls. Au bout de cette chaîne de profit et d'horreur, des milliers de tonnes de blé, de lait en poudre, etc., sont livrés aux pays démunis. On ne les verse pas seulement en cas de catastrophes, larme de crocodile à l'œil. De cette façon les petits paysans perdent toute stimulation à cultiver leurs aliments traditionnels, ne pouvant pas concurrencer les marchandises fournies par l'aide alimentaire.

Le congrès mondial des affameurs

Tant que des hommes vivent dans la misère, d'autres vivent de cette misère. Et ceux-là, les grands responsables de la famine, de l'exploitation, de la terreur et de la guerre, se réuniront en septembre à Berlin, pour leur congrès mondial, venant de New-York, de Bangkok, de Tokyo ou de Londres. Les managers de la Chase Manhattan, les responsables des multinationales comme Lockheed, Siemens, Bayer, Toyota, les spéculateurs des nouvelles techniques génétiques, tous les dealers du F.M.I., avec leur escorte servile de ministres, experts, hommes des médias et de propagande: plus de 14 000 participants se retrouveront à l'intérieur des murs de Berlin.

La préparation de ce congrès bat déjà son plein. Des deux côtés, il faut le dire... Des groupes divers, en R.F.A. aussi bien qu'à l'étranger, se mobilisent depuis des mois en vue de protester contre ce congrès et d'empêcher son bon déroulement. En janvier 1988 avait lieu la deuxième réunion d'action des adversaires du F.M.I., à Bonn. A cette réunion de trois jours participait, entre autres, le Collectif fédéral des groupes pacifistes indépendants (B.U.F.), qui veulent souligner les aspects spécifiques de la politique de paix, l'enchevêtrement des Etats-Unis comme membre de l'O.T.A.N., et l'O.T.A.N. dans son ensemble avec le F.M.I. et la B.I.R.D....

Fin février, eut lieu un séminaire dans la Sarre sur le fonctionnement du F.M.I. En mars, plusieurs rencontres se déroulèrent en Bavière (Nuremberg, Munich), pour préparer des mobilisations régionales des différents groupes. A Frankfurt, depuis mars, différents groupes se préparent sur les plans pratiques et théoriques, tels que « Ohne Rüstung leben » (vivre sans armement). Stuttgart lance également des campagnes régionales pour tous ceux qui, « sous quelle que forme que ce soit », veulent protester contre le congrès en septembre.

Le journal berlinois, *Tageszeitung*, préparait pour les 8 et 9 mai un débat public sur la politique de la B.I.R.D., à Berlin. A cette occasion des critiques de couleurs différentes devaient rencontrer des représentants de la B.I.R.D. Le sujet principal était l'endettement du tiers monde et ses conséquences sur les populations concernées. Des représentants de la B.I.R.D. de Paris et de Washington, beaucoup d'experts internationaux avaient déjà répondu positivement à l'invitation, soulignant le *Tageszeitung* avec un respect un peu ambigu. Ainsi Cheryl Payer (Etats-Unis) voulait expliquer pourquoi une réforme de la B.I.R.D. n'est pas « réaliste ». Mais devait venir aussi Mehda Patkar, membre d'un groupe de citoyens des Indes qui, dans sa région, organise une résistance contre un projet de barrage. On devait projeter le film anglais de Bob Geldof, *The Price of Progress*. Des discussions étaient prévues sur le rôle de la R.F.A. dans la B.I.R.D. — Bon est la troisième puissance, en nombre de voix, dans celle-ci — avec des députés « Verts » et du S.P.D., ainsi qu'avec la Société pour les peuples menacés (« Gesellschaft für bedrohte Völker »). Finalement, *Tageszeitung* a renoncé à organiser ce débat devant les réactions: « *Pas de dialogue avec les assassins de la B.I.R.D.* ».

Entre-temps, le slogan « Empêchez ce congrès ! » circule dans des milieux moins officiels et plus attirés par l'action que par la discussion intellectuelle. Les concernés le savent. Berlin sera donc, pendant plusieurs jours (en septembre), non seulement le sommet de l'empire capitaliste mondial, mais également une forteresse. Avec des quartiers entiers encerclés et bouclés, et une concentration de forces de police à faire rêver un Pasqua.

DAGMAR

Adresses de coordination (en R.F.A.):
 • Lateinamerikakomitee Nürnberg, c/o Hans Hurlinger Denisstr. 21, 85 Nürnberg 80.
 • Die Grünen, Bundesgeschäftsstelle, z.Hd. H. Peters, Colmanstr. 36, 53 Bonn.
 • B.U.F., c/o Annegret Neuhoß, Scheibenstr. 62, 44 Münster.
 • Die Unzerrentlichen, c/o Lateinamerikazentrum, Crellstr. 22, 1000 Berlin 62.
 • 3. Weet-Laden, Weiskircherstr. 24, 6646 Losheim.

R.F.A.

Une confrontation pénible et permanente

QU'EST-CE que la pornographie? Est-elle érotique ou sadique? Inspire-t-elle même les violeurs et les assassins de femmes? Le mouvement anti-pornographique des féministes américaines a gagné la R.F.A., où la revue féministe mensuelle *Emma* a lancé une campagne d'information. Depuis octobre 1987, *Emma* informe et sensibilise à propos de la pornographie en incitant des femmes (qui en sont l'objet et les victimes) à l'action.

Le boycott

Un numéro de cette revue a même été boycotté par certains distributeurs (surtout en Bavière, qui est fortement conservatrice) sous prétexte qu'elle répandait la pornographie.

En effet, la revue a « répandu » des photos pour des raisons d'information. Ce sont des photos qui sont d'ailleurs en vente libre dans des magazines comme *Play boy*, des images qui mettent exclusivement des femmes en scène pour la consommation des hommes. Le boycott de ces distributeurs tournait donc à la dérision. En fin de compte, il a peut-être davantage fait connaître cette campagne anti-pornographique.

Cette campagne continue toujours et elle a même dépassé les limites du mouvement féministe. Plusieurs hebdomadaires allemands sont plus ou moins entrés dans la discussion. Je veux ici essayer d'en tracer les grandes lignes en citant les arguments principaux.

Andrea Dworkin, une féministe de New-York, qui a longement travaillé sur le sujet en examinant toute sorte de pornographie, a écrit un livre qui est à la base de la discussion en R.F.A. Pour elle, la pornographie est du sadisme culturel et de la torture culturelle des femmes. Les femmes sont présentées comme des objets, de la marchandise. L'industrie de la pornographie produit du sadisme pour le plaisir des hommes. Elle change le racisme en plaisir sexuel et elle soutient que: les femmes noires jouissent d'être torturées comme des esclaves; les femmes juives avaient des orgasmes dans les camps de concentration pendant la torture.

Le rôle de la pornographie

Andrea Dworkin et de plus en plus de féministes avec elle soutiennent que la pornographie est la base de la domination masculine sur les femmes. Et la thèse principale de cette domination dit que les femmes veulent être violées car elles y trouvent du plaisir. Ainsi, la pornographie sert à maintenir l'inégalité des femmes par rapport aux hommes. Les images pornographiques deviennent par ailleurs de plus en plus violentes et servent d'exemple pour des viols et des meurtres sexuels.

Toutes les femmes sont concernées par cette industrie qui, quotidiennement, répand ses images. Ces images arrivent à symboliser la femme même dans des posi-

tions dégradantes et de soumission. La pornographie montre aux femmes où se trouve leur place. Mais peu à peu, en R.F.A., les femmes et certains hommes prennent conscience de ce phénomène et disent non à la pornographie.

Emma a notamment élaboré un projet de loi qui permettrait à chaque femme de se défendre contre cette industrie. La revue a également mis en vente des autocollants dont le slogan est « *Porno* ». *Emma* propose de les apposer sur toutes les affiches pornographiques, les sex-shops, etc. Les femmes, encouragées par cette campagne, commencent à se plaindre auprès des vendeurs et des distributeurs.

La pornographie représente une grande industrie (qui rapporte) qui atteint les droits fondamentaux des femmes. Elle est le reflet d'une société hiérarchisée de plus en plus violente, particulièrement à l'égard des minorités. Mais tout le monde n'est pas d'accord avec cette argumentation. Sous prétexte de la liberté de la presse, certains défendent la pornographie. D'autres se demandent s'il faut censurer Sade (Andrea Dworkin y serait favorable). Je crois que la liberté de la presse ne vaut rien si elle se fonde sur l'exploitation et la dégradation d'êtres humains. Tant qu'il n'y aura pas de liberté pour les femmes, il n'y aura pas de liberté du tout.

LEA

U.R.S.S.

Des groupes de jeunes indépendants

EN 1987, les journaux soviétiques étaient remplis de nouvelles concernant les « NOM », ou « organisations informelles de jeunes ». Mais, même si on en parlait peu avant cette année, cela ne signifie pas qu'elles n'existaient pas. La glasnost n'a fait que rendre visible ce qui a toujours existé mais était passé sous silence par la presse soviétique.

Les groupes informels de jeunes se créèrent même durant les années les plus noires du stalinisme. Nous savons cependant peu de choses concernant ces groupes non politiques. Des informations existent, par contre, pour les quelques groupes dont le but était la résistance au régime : leurs organisateurs étaient tués et leurs membres emprisonnés. Durant cette période, tous ceux qui faisaient partie de groupes non reconnus, politiques ou non, risquaient les camps de travail. En 1945, par exemple, cinq étudiants moscovites furent condamnés à des peines de prison allant de 4 à 7 ans pour avoir fondé une « société des sybarites pauvres » dont la seule contrainte pour devenir adhérent était d'inventer des loisirs gratuits pour tout le monde.

Sous Kroutchev et Brejnev, les critiques politiques n'entraînaient plus l'exécution capitale, mais restaient passibles des camps de travail. Cette menace fit que plusieurs de ces groupes restèrent clandestins, et formés en majorité de jeunes. Après la mort de Staline, une bonne partie des groupes qui disparaissaient, suite à la répression, réussissaient un jour ou l'autre à se reformer et à s'étendre. La majorité des groupes s'investissaient dans les activités de loisirs : clubs amateurs de chansons, théâtres, groupes de rock... Ils apparaurent à peu près au même moment en U.R.S.S. et dans les



pays occidentaux : les frontières de l'Etat ne posaient pas de gros problèmes aux radios qui amenèrent la musique rock à leurs « fans » soviétiques. Les journaux et tout le système éducatif s'opposèrent violemment à cette « déviation idéologique décadente de l'Ouest », mais les groupes rocks se multiplièrent et, à la fin des années 1970, ils entraînaient tant de monde qu'il était désormais impensable d'envoyer une « grosse punition ». Les autorités, incapables de contrôler cela, se mirent à l'ignorer... Comme le rock était encore tabou, les groupes évitèrent de se faire trop remarquer par le Komsomol et les autres autorités. Ce n'est qu'en 1985 que le

journal de jeunes *Smena* (« Jeune génération »), dans son numéro 4, admit l'existence de centaines de milliers de groupes rock ; le rock, malgré le fait que cette musique n'apparaissait ni à la télévision, ni à la radio, ni dans les halls de concert, rentrait pour une bonne part dans la culture des jeunes.

A côté et avec cela, apparaissaient de nouvelles formes d'argot, de styles de coupes de cheveux, de « looks » comme on dirait ici, avec un système de valeurs indépendant du système officiel.

Les hippies

Les hippies soviétiques sont une des composantes de la scène rock. Un article des *Samizdat*, intitulé « L'idéologie des hippies soviétiques » et signé par « le groupe d'initiative des hippies de Moscou, Kiev, Luov et autres villes » fait remonter l'apparition des hippies en U.R.S.S. à la fin des années 60 (plus précisément en 1967) ainsi que l'expansion de ce mouvement au début des années 70. Ce groupe d'initiative donne comme raison de l'émergence des hippies, la réaction contre la réalité soviétique et le rejet du monde des adultes et de leur morale. (...) Les hippies étaient expulsés des écoles pour avoir les cheveux longs, et emmenés dans les postes de police, où on leur coupait les cheveux. Ils étaient fréquemment battus ou envoyés dans les hôpitaux psychiatriques. Les tendances pacifistes furent très implantées dans ce mouvement, et cela dès le début. Leur première manifestation eut lieu à Moscou le 1^{er} juin 1971 — jour de la protection de l'enfance — avec 150 manifestants scandant le fameux « Faites l'amour, pas la guerre ». (...)

A partir du milieu des années 70, ils commencèrent à faire des rassemblements chaque année. (...) Des membres du groupe « initiative indépendante » distribuèrent des tracts, le jour de la protection de l'enfance, demandant à la fois l'abolition de la peine de mort et celle de la guerre d'Afghanistan. Des personnes comme Yuri Popov et Sergei Troianskii furent arrêtées et incarcérées dans une clinique psychiatrique où elles séjournent toujours.

Sous la glasnost, la persécution des hippies s'est arrêtée et leurs groupes se multiplient à une vitesse faramineuse dans les villes et les campagnes. (...) En 1987, la presse commença à parler des hippies et pacifistes sans hostilité. Dans un violent accès de glasnost le 4 mai 1987, les miliciens dispersèrent un rassemblement de hippies et de

pacifistes sur le boulevard Gogolev, lieu traditionnel de leurs rassemblements. Une partie d'entre eux fut sévèrement frappée par la police qui, le 1^{er} juin brisa également une manifestation de pacifistes venant de différentes villes d'U.R.S.S. et qui avaient voyagé jusqu'à Moscou pour l'occasion. A contrario, les groupes rocks semblent ne pas être persécutés de nos jours : ils enregistrent des disques et passent même à la télé et à la radio.

Il existe d'autres types de jeunes : les sportifs et les fanatiques de football. L'ordre y règne, le paiement de cotisations est obligatoire et l'obéissance au chef du groupe est de règle. (...) Certains de ces groupes ne se contentent pas de activités traditionnelles mais veulent aussi maintenir l'ordre dans les villes et dans toute l'U.R.S.S., à leur façon. (...) Le plus connu est le groupe d'adolescents « Lubery », près de Moscou, qui va vers la capitale pour faire la chasse aux punks, hippies et autres jeunes non conformistes « présentant les symptômes d'une déviation et corruption occidentales ». Des groupes d'« Afghans », c'est-à-dire des vétérans démobilisés de la guerre d'Afghanistan, se préoccupent aussi de « la loi et de l'ordre ». Nombreux sont ceux d'entre eux à avoir été traumatisés par « l'expérience » afghane, et des associations informelles avec d'autres vétérans leur procurent un refuge dans une société qu'ils ne comprennent pas et qui ne les comprend pas. Ces « Afghans » s'entraînent eux-mêmes dans des groupes pour le cas où leurs services seraient requis pour le maintien de « la loi et de l'ordre ». Ces groupes sont des détachements de « gardes rouges » potentiels de la « révolution culturelle » sur le modèle chinois.

Enfin, il y a des groupes informels de jeunes (NOM) sans aucune connexion avec le sport, dévoués seulement aux idées de « loi et d'ordre ». A Novosibirsk et Pskov par exemple des NOM sont apparus « jouant » les détectives indépendants ou la police parallèle. (...)

L'extrême droite russe

Du côté de l'extrême droite se trouvent des groupes de jeunes inspirés par une conception plus spécifiquement stalinienne de la « loi et de l'ordre ». Il y a aussi des groupes de nationaux-bolcheviks tels « Jeune Russie », « Union des jeunes indépendants », « Patrie », etc. Il y a également des groupes néonazis célébrant l'anniversaire de la naissance de leur idole Hitler, et « maintenant l'ordre » en défilant

dans les cimetières juifs, détruisant les statues dans les jardins d'été de Leningrad, etc. Des groupes néofascistes sont apparus à Moscou, Leningrad et dans d'autres grandes villes, où la majorité de la population est d'origine russe. Ils existent aussi en Ukraine et dans les républiques baltes.

Un parti des Verts

Au milieu des années 80, des mouvements pour la sauvegarde des monuments historiques et culturels et la préservation de la nature se sont étendus en U.R.S.S. Leurs buts sont souvent liés, et les jeunes y jouent un rôle important. (...) Il y a peu, par exemple, le groupe « Sauvegarde », à Leningrad, a protesté contre la démolition de l'hôtel « Angleterre », où s'est suicidé en 1925 le poète Serge Essénine. Des membres de ce groupe organisèrent un piquet devant cet hôtel, en expliquant aux passants son importance historique (...). Les groupes « Delta » et « Sauvegarde » se sont ensuite présentés aux élections du soviet local de juin 1987, en proposant deux de leurs membres, A. Kovalev et P. Kozhevnikov. Mais les autorités de la ville de Leningrad interdirent toute candidature indépendante, même dans la pré-élection. La presse locale s'attaqua à ces groupes et à leurs sympathisants. Ces deux groupes espéraient se représenter aux élections de janvier 1988.

Ils sont soutenus par une coalition d'organisations sociales indépendantes de Leningrad, appelées le « Mouvement culturel et démocratique », formée en avril 1987 (...). Serait-ce l'embryon d'un nouveau parti en U.R.S.S. ? Certains le croient (style parti des Verts en R.F.A.).

Les hippies pensent, eux aussi, présenter des candidats indépendants aux soviets locaux (...). L'historien dissident Roy Medvedev a déclaré à un journal italien que, de juillet à septembre 1987, près de 2 000 groupes sociaux-politiques indépendants sont apparus à Moscou, dont 90% de membres avaient moins de 25 ans. La majorité de ces groupes est inspirée par l'idée de démocratisation du système soviétique (...). L'explosion croissante du nombre de ces groupes de jeunes, leur apparition en public et leurs activités croissantes pourraient, peut-être, représenter un espoir important de démocratisation de l'U.R.S.S.

Ludmilla Alexeyeva

Texte extrait de

« Across Frontiers » (hiver 1988)

Procès à Raguse

En août 1982, sur la base de Comiso (« cible » des pacifistes et antimilitaristes de Sicile) le compagnon Pippo Scarso s'était signalé aux manifestants... et aux autorités répressives en déchirant publiquement ses papiers militaires et en déclarant son choix pour l'objection totale.

Depuis, Pippo Scarso va de procès en procès. Le dernier a eu lieu à Raguse le 29 janvier 1988, et après les brillantes plaidoiries des avocats Elio Marchese et Saro Pettinato, de Catane, ainsi que le rapporte notre confrère *Sicilia Libertaria*, le tribunal a suivi la « mansuétude » du procureur, et a délivré un non-lieu, sur le prétexte dont on apprécie la finesse juridique : « Il n'y a plus lieu de poursuivre, puisque les faits ne continuent plus ! ».

Relations internationales

ESPAGNE

Chaque jour plus près...

D'ICI peu, de l'autre côté des Pyrénées, les heureux possesseurs d'une carte d'identité, soit 29 millions d'Espagnols se retrouveront fichés grâce à l'informatique et aux empreintes digitales. Aucun autre pays européen ou occidental n'est arrivé à ce point de contrôle de toutes les personnes âgées de plus de 14 ans ! Une fois de plus, l'Espagne démocratique se distingue en menant à son terme une logique du fichage héritée du franquisme.

Bien sûr, comme partout ailleurs, le « renseignement » est organisé, voire institutionnalisé, par le biais de la police, des impôts, de la sécurité sociale, mais là l'ampleur du projet et les moyens mis en œuvre ont de quoi inquiéter ! Près de Madrid, l'ancien séminaire d'El Escorial deviendra le plus grand centre de données du pays : 132 000 m². BERTA, c'est son nom, assurera, protégé par six tours blindées, la mécanisation, la fabrication et l'archivage de cette nouvelle carte nationale d'identité.

Les moyens : deux ordinateurs d'une puissance de 8 millions d'instructions à la seconde, soit 7 secondes pour une vérification d'identité, de n'importe quelle voiture de patrouille... d'un simple appel ! Le principe : importé de R.F.A. où le projet fut abandonné, les polices des deux pays y travaillent en collaboration depuis 3 ans. La carte d'identité sera agrémentée des empreintes digitales de son titulaire, et munie d'une bande de lecture optique permettant l'accès aux données de l'ordinateur central... de la police.

Ce n'est pas tout. Une autre section informatise d'ores et déjà les empreintes des 650 000 Espagnols arrêtés et mis à disposition judiciaire dans les cinquante dernières années. Quinze millions de contribuables mis en fiches. Pour chacun d'eux, une moyenne de 160 informations spécifiques de caractère économique, suffisantes pour reconstituer la vie de n'importe quelle personne. Pour autant, BERTA n'est qu'une partie du système informatique qui se met en place, en Espagne.

Le Commissariat général de l'Information possède sa propre banque de données où sont entrés 300 000 registres d'interrogatoires de détenus, au sujet du... terrorisme. Au réseau informatique policier, s'ajoute celui de la Garde civile, soit deux ordinateurs Bull, enfouis 30 mètres sous terre, à la direction générale. Ce sont là 10 millions de registres sur 300 000 détenus. Tout cela représente 40 000 millions de pesetas pour l'année 1987. C'est aussi un accord du Conseil de l'Europe, signé en 1984, bafoué sans vergogne. Face à ce type de situation, il doit y avoir mobilisation. Le plus sûr allié de l'Etat reste la passivité des citoyens qu'il entend contrôler. Mobilisons-nous, sans oublier que peut-être « 1984 » est en 1988...

D'après la revue « Stop Control » n° 10 (février 1988)

« LÉGENDES ET CHANTS DE GESTES CANAQUES » Le témoignage de Louise Michel

A l'occasion de la réédition du livre de Louise Michel, *Légendes et chants de gestes canaques* (1), nous avons reçu dans les studios de Radio-Libertaire, au cours de l'émission « L'Homme et la Terre » (2) du mercredi 9 mars, Gérard Oberlé (redécouvreur et préfacier de l'ouvrage). Ce livre mythique édité en 1885 et introuvable jusqu'à aujourd'hui présente le témoignage de Louise Michel sur la Nouvelle-Calédonie et ses habitants, les Canaques.

Nous avons extrait de l'émission quelques propos montrant combien la vision de cette société par Louise Michel, il y a cent ans, est on ne peut plus d'actualité.

PATRICK

(1) Louise Michel, *Légendes et chants de gestes canaques*, éditions 1900, en vente à la librairie du Monde libertaire (79 F).
(2) « L'Homme et la Terre », un mercredi sur deux de 20 h 30 à 22 h 30 sur Radio-Libertaire (89.4 MHz, région parisienne).

— Radio-Libertaire : Après la Commune de Paris en 1871, Louise Michel est condamnée à la déportation, et arrive au bagne en Nouvelle-Calédonie en 1873...

— Gérard Oberlé : Je crois qu'il serait bon de présenter la période qui précède son arrivée au bagne, de manière à mieux comprendre son action là-bas.

En effet, Louise Michel est née dans une famille aristocratique, mais dans une ambiance de curiosité intellectuelle très importante. Par la suite, elle devient institutrice, et développe d'ailleurs des idées d'enseignement tout à fait modernes. Puis c'est la Commune, et elle se retrouve avec tous ses compagnons et un petit groupe de femmes au bagne.

De par son passé donc, Louise Michel était animée d'une grande sympathie pour les êtres, et d'une grande curiosité ; arrivée là-bas, au lieu de se lamenter sur son sort, elle se met très rapidement à observer la végétation, les animaux, à s'intéresser à tout ce qui vivait en Nouvelle-Calédonie.

— R.-L. : Il est important de préciser qu'à l'époque où Louise Michel effectue ses observations, des sciences maintenant établies comme l'ethnologie en sont à leurs balbutiements.

— G.O. : Tout à fait, on peut réellement parler d'ethnologie. C'est peut-être le tout premier récit d'ethnologie, en ce sens que Louise Michel s'intéresse de manière sincère et précise aux êtres qu'elle observe et en particulier aux Hommes.

Elle est très rapidement gagnée par la beauté du paysage, chose qui se ressent dans le style très romantique et très poétique du texte. A partir d'un moment, elle décide d'aller plus loin, et de rencontrer des Canaques, à une époque où absolument personne ne s'intéressait à eux.

— R.-L. : Entre la grande révolte canaque de 1878 et les événements de la fin des années 1970, on a l'impression que le problème canaque a été oublié...

— G.O. : Il faut plutôt dire qu'il a été occulté. Dès les premières arrivées de missionnaires, en 1843, le Canaque s'est toujours révolté, il a toujours défendu sa terre. En France, on n'en parlait pas.

Donc Louise Michel rencontre les Canaques, et elle se met à leur raconter la Commune, c'est-à-dire des gens qui se battent pour leur liberté ; et les Canaques comprennent vite la différence entre les bagnards de droit commun et les politiques. Puis Louise Michel, pédagogue, ouvre une école dans laquelle petit à petit de plus en plus de Canaques vont venir. Très rapidement, car il y est question de la Commune, d'émancipation des Hommes.

— R.-L. : Vous citez en préface une phrase tout à fait significative :

« Il faudra fermer votre école. Vous bourrez la tête des Canaques de doctrines pernicieuses. L'autre jour, vous leur avez parlé d'humanité, de justice, d'émancipation, ce sont là des choses inutiles... Il ne faut pas parler d'émancipation à ces gens-là. Un jour ou l'autre cela pourrait être dangereux... ».

— G.O. : Au fur et à mesure qu'elle fait sa classe, elle s'« ensauvage », et cela se sent à la lecture du livre : elle est devenue Canaque. Elle s'est mise alors à collecter les légendes et les chants du peuple canaque, de 1873 à 1877.

En 1878, la révolte canaque éclate, et il se passe une chose invraisemblable : presque tous les communards, qui pendant cinq ans ont souffert des rigueurs du bagne, redeviennent « Français » et se mettent à massacrer les Canaques.

— R.-L. : Seuls de très rares communards, dont Louise Michel et Jean Allemane, vont refuser de participer au massacre.

— G.O. : Oui, et Louise Michel réagit en Canaque, et elle va leur apprendre à se défendre, à mener une véritable guérilla contre l'armée française. Un épisode monstrueux dans le livre. Il s'agit de la capture du chef Ataï, symbole de la rébellion, dont la tête va être envoyée à Paris dans un bocal de formol pour être exposée à l'exposition coloniale.

— R.-L. : En 1880, Louise Michel est amnistiée...

— G.O. : Elle n'est pas rentrée tout de suite en France. Elle a ouvert une nouvelle école à Nouméa. Puis elle s'est décidée à revenir en France, et quand elle est partie, des centaines de Canaques étaient là pour la voir partir.

— R.-L. : Reentrée en France, en 1884-1885, elle se trouve impliquée dans les événements anti-anarchistes de l'époque...

— G.O. : On a eu besoin d'elle, alors elle a consacré le reste de sa vie à se battre pour toutes les causes justes, et les Canaques hélas ! ne l'ont jamais revue. Une anecdote à tout fois son importance : un soir, au cours de la révolte de 1878, elle reçoit dans sa case trois Canaques en fuite, et en souvenir, elle déchire son écharpe rouge de la Commune de Paris en trois morceaux et les leur donne, ce seul bien qu'elle n'ait jamais gardé.

Et bizarrement aujourd'hui, beaucoup de Canaques portent une écharpe rouge. Malheureusement, la plupart d'entre-eux ont oublié l'origine de ce symbole, qui m'a été confirmé par l'un d'eux. L'écharpe rouge de la Commune est devenue le symbole de la lutte des Canaques.

— R.-L. : D'ailleurs, un des points marquants de sa rencontre avec les Canaques est sa présentation des « bons Blancs » et des « mauvais Blancs » ; pour elle, il n'y a qu'une seule classe, celle des



pauvres, qui s'oppose à celle des riches, qu'elle que soit la couleur de la peau. Pourquoi Louise Michel s'est-elle tant intéressée aux Canaques ?

— G.O. : Je pense qu'elle a vu au travers du Canaque un aspect très naturel, « abominablement » naturel si je puis dire, en ce sens qu'ils sont parfaitement intégrés dans leur milieu, et qu'ils y ont des racines très profondes. D'ailleurs, la branche dure des Caldoches doit en partie leur reprocher cela, eux qui sont absolument sans racine aucune. Les Caldoches ne font partie d'aucun groupe, ils ne se rattachent à rien, sans histoire. Et à côté d'eux, il y a le Canaque, qui est chez lui, avec ses traditions et sa culture.

— R.-L. : Pour en revenir au livre, on peut avancer l'idée d'un recueil ethnologique sur une civilisation en voie de disparition ou d'occidentalisation.

— G.O. : Je crois qu'ayant bien connu les Canaques, Louise Michel n'a jamais pu imaginer qu'ils seraient un jour ou l'autre occidentalisés. On ne peut pas occidentaliser un Canaque, c'est ce qui fait sa force. Ainsi Louise Michel a recolté ces témoignages parce qu'elle savait qu'on allait les anéantir. Depuis 1843 jusqu'à aujourd'hui, tout à toujours visé à son plus total anéantissement.

Dans le livre, elle évoque toute la civilisation, les femmes, les légendes cannibales, leur langage ; le Canaque vit dans un contexte naturel dans lequel la forêt et les animaux trouvent à s'intégrer, les morts comme les vivants ; et aujourd'hui encore, quand les gens parlent des morts, il disent : « nos frères qui sont de l'autre côté ». Toutes les coutumes décrites dans ce livre sont encore vivaces là-bas.

— R.-L. : La description du paysage, de la faune, de la flore est très précise.

— G.O. : Tout à fait. Quand Louise Michel parle de la flore, elle le fait en botaniste, quand elle parle des insectes elle le fait en entomolo-

gue. Sa démarche est tout à fait scientifique. De plus, elle reste respectueuse des êtres qu'elle décrit. On peut lire son livre comme on lirait un livre d'ethnologie actuel.

Il s'agit d'un très grand livre de poésie s'appuyant sur des données précises.

— R.-L. : Certains points évoqués dans le livre le sont de manière assez particulière. Je pense à l'anthropophagie par exemple.

— G.O. : L'anthropophagie fait partie de cette civilisation. A ce sujet, quand les missionnaires sont arrivés, ils ont dit aux Canaques que c'était épouvantable, qu'ils ne pouvaient pas manger leur frères. Puis ensuite ils les faisaient mettre à genoux et leur donnaient une ostie en disant : « ceci est le corps du Christ » !

— R.-L. : Quelle est la position de la femme dans la société canaque ?

— G.O. : Elle est assez particulière, car au sens canaque la femme signifie « rien » et est inférieure à l'homme. Mais cela n'a pas le même sens qu'en Occident, ni rien de comparable avec le rôle de la femme dans les pays musulmans.

Le Canaque ne fait pas du tout de culte de la personnalité, il n'y a pas de différences entre eux. Pour eux, tout le monde a un rôle à jouer dans cette vie terrestre, et l'un ne vaut pas mieux que l'autre. Ainsi, lors des réunions politiques, lorsque les leaders entrent dans la salle, les gens ne bougent pas et ne les acclament pas, ne les considèrent pas comme autre chose que des personnes comme eux.

— R.-L. : Les cyclones semblent jouer un grand rôle...

— G.O. : La Nouvelle-Calédonie est le pays des cyclones. On vit en effet en grande partie au bord de la mer, et les cyclones sont très fréquents. Précisons ici que le livre est illustré de dessins de Louise Michel, qui dessinait de façon admirable.

— R.-L. : Tu es donc parti sur place pour rencontrer directement les Canaques.

— G.O. : Je suis arrivé le jour du verdict du procès du massacre de Hienghiène, et j'ai su alors à quoi m'en tenir sur la situation du pays. Hébergé dans un village du Sud, j'ai pris contact avec les Canaques, et j'ai pu mieux les connaître. Puis, j'ai décidé de monter dans le Nord afin de rencontrer J.-M. Djibaou. J'ai donc traversé le pays avec un arrêt tous les deux ou trois kilomètres à cause des contrôles de l'armée française, des gardes mobiles et autres C.R.S. C'est véritablement un pays occupé. Ça représente énormément d'hommes, d'argent, de matériel. Il y a là-bas une formidable armée, et pour qui ? Pour quelques Canaques désarmés.

J'ai pu assister au fameux congrès de l'Union calédonienne indépendantiste. Il faut dire que cette union regroupait aussi beaucoup de Blancs. C'est toujours la même chose : il y a les riches et les pauvres, ce n'est pas une histoire de Canaques et de Caldoches. Parmi les pauvres, il y a bien sûr les Canaques, mais aussi les petits paysans caldoches, qui vivent presque de la même façon que les Canaques. Les riches, pour la plupart, sont des gens qui sont arrivés il y a peu près 20 ans et qui, grâce à l'argent, ont pris le pouvoir, et détiennent le commerce, l'industrie... Ces personnes ont refait leur pays là-bas, et ils veulent le garder à tout prix. Pour eux, il est hors de question de partager le pays avec des « nègres ». Le racisme leur sert de base.

Une véritable armée secrète a été créée, qui met le pays dans un état de préputh. Un climat de haine est installé, qui va plonger le pays dans quelque chose de probablement terrible.

Propos retranscrits par Patrick (« L'Homme et la Terre »)

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

NOTE DE LECTURE

Les « Izvestia » de Kronstadt

DEUX éditeurs ont récemment republié les *Izvestia* du Comité révolutionnaire provisoire (C.R.P.) de Kronstadt, de mars 1921. Le premier présente, en fac-similé, la traduction d'une version espagnole et la version pragoise, peu lisible, de 1921 (1). Le second propose une traduction à partir du texte original russe (2). En effet, la traduction de la version espagnole est incomplète et parsemée d'erreurs (3). Toutefois le sens général est indentique dans les deux éditions. Et la traduction à partir de l'original en russe ne modifie notamment pas, sur le fond, les quinze points de la résolution des

marins de Kronstadt adoptée le 1^{er} mars 1921, tels qu'on les connaissait à ce jour (4).

Tout d'abord notons l'éthique, omniprésente dans les *Izvestia* de Kronstadt. Ainsi dans le numéro du 3 mars : « *Le Comité provisoire tient à ce qu'aucune goutte de sang ne soit versée. Il a pris des mesures extraordinaires pour que l'ordre révolutionnaire soit maintenu dans la ville, la forteresse et les forts* » (5). Ou encore cet avis des *Izvestia*, paru le 11 mars : « *Des lettres et déclarations en tout genre arrivent sans signature au secrétariat du Comité révolutionnaire provisoire. Le secrétaire fait savoir à tous que*

ces lettres ne pourront en aucun cas être examinées » (6).

De même de nombreuses lettres de démission du Parti communiste russe sont publiées, dans lesquelles intervient souvent la notion d'honnêteté opposée aux procédés des bolcheviks. Cette différence apparaît nettement dans les actes : les *Izvestia* du 7 mars nous apprennent que le soviet de Petrograd a pris en otage des familles de Kronstadt. En réponse, le C.R.P. « exige » par radio-télégramme la libération des otages, soulignant que « les communistes jouissent de la plus totale liberté, et leurs familles d'une immunité absolue » (6).

Les Kronstadtien comptaient-ils sur la seule propagande ? Pourtant le C.R.P. n'hésite pas à prendre les mesures les plus extrêmes ; avertissant « les traîtres et les espions » dans les *Izvestia* du 13 mars « qu'ils seront exécutés sur place, sans jugement (...) » (7). Mais les *Izvestia* fourmillent d'exemples de cette sorte de passivité qui fait penser à la Commune de Paris repliée derrière ses barricades, avec Trotsky dans le rôle de Galliffet et Lénine dans celui de Thiers. Le fort d'Oranienbaum, à l'ouest de Petrograd, se rallie aux insurgés très rapidement. Mais le C.R.P. n'envisage jamais l'offensive et ne tient pas compte de l'avis des officiers (contrairement aux

bolcheviks qui utilisent les compétences de l'ex-officier tsariste Toukatchevski).

En plus du souci de ne pas faire couler le sang d'autres révolutionnaires, des raisons matérielles expliquent cet attentisme : la glace retient les navires, le combustible, les armes, les munitions et le ravitaillement manquent. Mais des raisons politiques s'y ajoutent. D'un côté les *Izvestia* dénoncent le « socialisme étatique et esclavagiste » des bolcheviks (*Izvestia* du 16 mars) (8), de l'autre la résolution adoptée le 1^{er} mars réclame l'élection des soviets à bulletins secrets. De même le septième point de la résolution veut remplacer les cellules de propagande bolcheviques par des commissions de culture et d'enseignement élues et subventionnées par l'Etat. Cette confusion dans les objectifs politiques se traduit aussi par l'illusion selon laquelle Lénine est mal entouré, comme le tsar quelques années auparavant : « *Si l'on ne croyait pas un traître mot de Zionoviev ni de Trotsky, la confiance en Lénine n'était pas encore perdue* » (*Izvestia* du 14 mars) (9).

Les Kronstadtien sont allés jusqu'au bout de leurs revendications et nous ne conclurons pas comme Paul Avrich, dans son livre pourtant documenté, que notre

« sympathie va aux rebelles tout en concédant que la répression bolchevique fut justifiée » (10). La lecture des *Izvestia* de Kronstadt est instructive pour l'historien et pour le militant, tant le rejet de la politique politicienne nous ramène à une actualité toute récente.

P. TOLBOUKHINE

(1) *Izvestia* de Kronstadt. Mars 1921, éditions Anda Jaléo, 184 pp. (50 F).
(2) *Izvestia* du Comité révolutionnaire de Kronstadt, éditions Ressources, 142 pp. (70 F). Les citations en sont extraites.

(3) Au point de confondre parfois l'Irlande avec la Finlande.

(4) Lire notamment l'excellente étude d'Ida Mett : La Commune de Kronstadt, crépuscule sanglant des Soviets, éditions Spartacus.

(5) *Izvestia* du Comité révolutionnaire de Kronstadt, page 11.

(6) *Idem*, page 82.

(7) *Idem*, page 95.

(8) *Idem*, page 130.

(9) *Idem*, page 107.

(10) Paul Avrich, La tragédie de Kronstadt, 1921, éditions du Seuil, p. 14.



Stepan Petrichenko (deuxième à partir de la gauche), président du C.R.P.

NOTE LECTURE

« Nukes and Stripes »

LE nucléaire et les manipulations génétiques sont souvent apparus comme des sujets de choix pour les écrivains de science-fiction. De là à penser qu'un nouveau roman sur ces thèmes n'aurait aucun intérêt c'est oublier les capacités d'innovation des tous nouveaux auteurs. Marc Laidlaw, dans son premier livre, *Papa, maman, l'atome et moi* (1), a réussi un cocktail explosif. Les ingrédients principaux en sont l'humour noir, la satire sociologique et l'intrigue romanesque à plusieurs voix (dans la tradition de P. K. Dick).

Tout débute par l'installation d'une rampe de lancement pour missiles dans le jardin d'en face. M. Johnson, jugeant cette provocation scandaleuse, va riposter de manière « proportionnée » et « légitime ». En effet, un maître de l'autodéfense ne doit pas se laisser ridiculiser par son abruti de voisin. Et, l'escalade guerrière commence ; c'est à qui protégera le mieux sa villa et son jardin ; le conflit éclatera rapidement.

L'action se déroule dans une Amérique future où sont transposées les mœurs actuelles des Américains moyens, qui font l'orgueil de « nos » séries B télévisées. On y voit une communauté autarcique bien huilée, reproduisant à l'infini les tares autoritaires et dominatrices que nous connaissons en ce moment. Mais des grains de sable viendront gripper la machine : le nucléaire et la révolte, propre à l'adolescence.

A première lecture, le côté comique de ce livre tient dans le caractère outré des personnages, mais en étant plus attentif on s'aperçoit que chaque situation et chaque personnage sont tirés de la réalité présente. Que ce soit les cartels des multinationales, les confréries secrètes, les vacances toutes organisées, les partisans de l'autodéfense ou les intégristes catholiques, groupes, personnages et situations sont tous plus vrais que nature dans ce futur si présent.

Les « Soldats de la chrétienté » du roman sont le reflet des « télévangélistes » des Etats-Unis (ceux qui risquent de déborder sur nos écrans). A ce sujet, un de ces révérends-guérisseurs du petit écran se présente aux présidentielles américaines dans le camp des républicains. Tous les symboles de la société de consommation sont passés au crible avec une verve qui rappelle celle de F. Brown (*Martini Go Home*).

Les seules idées interprétées comme positives dans le livre sont la culture et l'anarchie : « (...) Il nous faut un peu plus d'ordre dans cette communauté, un peu plus de ce bon vieux dynamisme sans détour. Il y aurait pas mal à dire en faveur de l'anarchie », ainsi que l'amour, incontournable, qui sous-tend les prises de conscience et les volontés d'indépendance et d'action dans ce roman.

L. R.

(1) M. Laidlaw, *Papa, maman, l'atome et moi*, Denoël, Présence du futur n° 434, 310 pp., catégorie 10, disponible à la librairie du Monde libertaire (49 F).

Le Corbusier moderne et radieux

L'EMISSION « L'invité du vendredi » consacre deux heures d'antenne, le 25 mars 1988, de 19 h à 21 h, à la vie et à l'œuvre de Le Corbusier. Le prétexte ? La sortie en librairie, aux éditions La Villette d'un livre collectif consacré à ce créateur de l'architecture contemporaine, qui a lieu ce même jour. Comme le suggère Christian Ruby dans le texte ci-dessous, tout le monde n'apprécie pas, pour des raisons diverses, les réalisations de Le Corbusier. Faites-nous le savoir en téléphonant durant l'émission au : 42.62.90.51.

Yves PEYRAUT

Balotté entre la malveillance et la notoriété internationale, celui à qui l'on prête le meilleur ou le pire selon les jours, Le Corbusier, participe à l'élaboration du langage architectural de la modernité. Convaincu qu'il faut entrer de plain-pied dans une époque nouvelle, en ayant saisi l'indispensable grandeur de vue nécessaire à des enjeux inédits, il émancipe l'architecture et l'urbanisme des règles académiques. Sans renoncer au passé, qui devient la source à rebours d'un élan impétueux. Le Corbusier nous laisse un héritage à gérer : il faut apprendre à être de son temps.

L'homme démiurge peut remodeler ce qui l'entoure, à loisir, régénérer les corps dans des espaces bâtis, aux fonctions séparées, et appuyer la progrès intellectuel et moral sur la technique. Cette leçon globale de « rationalité », vertu première de l'acte de bâtir signé Le Corbusier, mérite que l'on s'y attarde. Elle laisse des traces à (re)visiter : La Cité Radieuse (Marseille), la Villa Savoye (Poissy), Chandigarh (Inde) ; et à Paris, la Cité du Refuge, la Villa du Docteur Blanche, etc.

Une architecture à la mesure de l'homme ? Et un homme qui a changé depuis les visions renaissantes de Léonard de Vinci ? Un urbanisme (le plan Voisin, le plan Obus) sortant de la main ouverte,

prométhéenne, harmonisant et reliant les activités et les hommes ? Ou bien un compromis constant avec l'autorité, voire le fascisme ?

La question n'est pas seulement de savoir si on aime ou non le travail de Le Corbusier, de l'extérieur ; s'il est seul responsable ou non de quelques déboires en matière d'architecture ; débat trop sollicité par des jugements mécanistes et incomplets. La véritable question est plutôt celle de savoir quelle place prend dans notre culture un travail qui dérange ; comment il s'insère dans un projet technocratique à certains égards ; en fait, comment il résume 50 ans de notre histoire ?

Comme toute grande œuvre, le travail de Le Corbusier, alias Charles-Edouard Jeanneret, suscite des polémiques. C'est là, peut-être, le signe que nous nous intéressons encore à notre avenir. Et, pour en discuter, nous avons demandé à Thierry Paquot de venir nous parler de Le Corbusier, le vendredi 25 mars, de 19 à 21 heures. Auteur, avec quelques autres (Marc Perelman, François Bœspflug, Arnold Rivkin, Pierre Vaisse, etc.), d'un ouvrage sur *Les passions de Le Corbusier*, il explore une pensée complexe ayant marqué les projets de notre époque. Retraçant la richesse des parcours de Le Corbusier, il redessine les enjeux politiques et sociaux au cœur desquels naissent les paradigmes de la construction moderne.

Lumière, espace, pilotis, béton, moduler, zoning, mais aussi peinture, poésie, sculpture, et pour-quoi pas les amours chantées de Le Corbusier (Joséphine Baker), innovations et filiations viendront, ce vendredi 25 mars, faire l'objet d'une critique et relancer la polémique.

Christian RUBY

Les Passions de Le Corbusier, Thierry Paquot (éditions La Villette), ce livre sera disponible à la librairie du Monde libertaire, dès le jour de l'émission.

CINÉMA

« Ange Gardien »

LA beauté première d'*Ange gardien* est toute entière dans cette déclaration de son réalisateur : le film nous touche d'emblée par sa sincérité, par l'émotion vraie qu'il dégage.

Goran Paskaljevic nous montre des choses qu'on a peine à croire, et qui pourtant sont bien réelles, aisément vérifiables. Dans les faubourgs de Belgrade, vit une communauté tzigane si pauvre, si démunie, à ce point laissée pour compte que certains parents en sont réduits à vendre leurs enfants à des mafiosi locaux, qui les « exportent » à l'Ouest, en Italie ou en France par exemple, et les initient au vol à la tire ou à la mendicité. C'est un véritable trafic qui s'est instauré, qui concerne plusieurs milliers d'enfants chaque année et qui représente des enjeux financiers considérables.

Sujet fort, bouleversant et particulièrement casse-gueule si vous me passez l'expression. Le piège était béant du plaidoyer coulé de fil blanc, ou encore du film conçu comme prétexte idéal à un débat style « Dossier de l'écran ». Paskaljevic passe l'obstacle haut la main. Parce qu'il a construit un scénario très prenant, autour d'un personnage central porteur : un journaliste qui enquête, puis qui s'engage, trop loin... C'est par lui que nous découvrons l'univers des Tziganes, les enfants : Chayine, Junko. Des visages, des yeux, des silences. Des êtres à part entière, complexes, profonds.

Parce qu'il raconte cette histoire terrible sans sombrer dans le misérabilisme ni le voyeurisme : s'il ne ferme pas les yeux devant l'horreur, il la montre sans complaisance aucune, avec une retenue qui en décuple l'impact. Parce qu'enfin il touche, dans plusieurs séquences, à une poésie, à un lyrisme qui font décoller. Son film du réalisme plat : grâce aux images d'une beauté douloureuse, grâce aux mouvements de caméra, grâce aussi à une musique qui devient chanson et qui vous reste, lancinante, magnifique, dans la tête. Longtemps... Un film terriblement émouvant, à voir sans faute !

BRUNO



WAECHTER

Demandez son programme...

QU'ON se rassure. La défiance affichée des Verts envers les partis traditionnels ne les empêchent pas d'adhérer complètement au jeu électoral, puisqu'ils proposent même d'en améliorer les règles par ces trois propositions :

- transparence et contrôle des partis politiques ;
- limitation des dépenses électorales ;
- mise en place d'urnes électroniques pour économiser le papier et diminuer les coûts à la charge du contribuable.

En somme des élections « propres », économiques et qui n'abîment pas les arbres.

Quant au programme lui-même, les écologistes ont voulu élargir leurs propositions classiques à des préoccupations plus sociales. Sans conteste, ils avancent là dans un domaine qui leur est moins familier, et où ils auront beaucoup d'efforts à faire pour paraître crédibles ; surtout ceux qui ne se font guère d'illusions sur l'efficacité de la voie électorale à ce sujet. Néanmoins, penchons-nous sur ce programme axé sur quatre points.

Reconquérir la vie

L'état des lieux dressé par les écologistes est assez sombre. Les rivières et les fleuves servent d'égoûts ménagers et de canaux d'évacuation des déchets industriels, les forêts sont malades, le patrimoine végétal et animal s'est appauvri, les rivages disparaissent sous le béton, les villes et les banlieues sont sinistres et polluées. Rajoutons à cela les menaces nucléaires (Tchernobyl) et chimiques (Bhopal), le constat est lourd : rien de nouveau sous le soleil en la matière, les libéraux ne contredisent pas les écologistes sur ce bilan. Quant aux remèdes proposés, nous les connaissons depuis longtemps, et il serait fastidieux de les énumérer ici.

Mais dans l'hypothèse saugrenue où les Verts s'accaparaient le pou-

voir politique, certains intérêts financiers et politiques feraient capoter bon nombre de leurs propositions.

Epanouir les diversités régionales

Avec les Verts, fini l'effondrement du tissu économique rural (basé essentiellement sur l'agriculture et l'artisanat) et l'exode des populations qui en résulte. Finie l'oppression des cultures, langues et savoir-faire des régions. Exit cette séparation du territoire entre d'une part des régions surpeuplées et suréquipées, et d'autre part des terrains pour touristes, joueurs de golf, militaires en mal de manœuvres et déchets nucléaires en mal de cimetières. Les Verts veulent « établir une relation harmonieuse au territoire que nous habitons, et la fonder sur trois principes » :

- le soutien au tissu social des campagnes ;
- la régionalisation ;
- une politique culturelle valorisant les différences inter-régionales et la beauté.

Pour cela il faut « arrêter l'hémorragie paysanne » en développant « une agriculture de qualité qui rémunère mieux ses paysans par la plus-value attachée à la qualité du produit », garantir dans les zones défavorisées « un revenu aux agriculteurs sur la base d'un contrat de production ».

On peut s'interroger sur l'origine de l'argent rémunérant ces agriculteurs de régions pauvres et aussi comment un smicard pourra accéder à des produits agricoles de qualité, mais à haute valeur ajoutée, donc chers. On touche là à tout un édifice économique et social qu'un bulletin de vote « vert » ne bouleversera pas beaucoup.

Plus d'autonomie pour chaque région dans la gestion des affaires économiques et sociales, plus de pouvoir aux régions et aux localités, un scrutin proportionnel à tous les



niveaux avec un zeste de référendum à initiative populaire, le transfert du pouvoir du maire à son conseil, la transformation du Sénat en Conseil national des régions, la pleine souveraineté du Parlement sont autant de mesures qui, pour les Verts, doivent changer un pouvoir trop centralisé et trop concentré en un pouvoir plus partagé et plus proche du contrôle des citoyens.

En clair, on prend la pyramide du pouvoir existante et on l'écrase un petit peu. Aller vers un contrôle plus direct des décisions par les citoyens par des directives partant du haut, sans changer les règles fondamentales du jeu économique, voilà de quoi rendre sceptique. Cela a le goût de la démocratie directe, mais ici les écologistes nous servent un produit de synthèse !

Quant aux langues et cultures régionales, il est facile de les promouvoir, comme les Verts veulent le faire, par l'intermédiaire des radios et des télé quand elles ne sont pas commerciales où, de toute

façon, soumises aux lois des taux d'écoute.

Créer un climat favorable à la paix

« Nous avons la volonté de construire un état de paix fondé sur la justice, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et la solidarité. » Suit un couplet contre la logique des blocs et une force européenne nucléarisée. La France doit « montrer l'exemple » : « en transformant son système de défense afin qu'il soit clair qu'elle ne menace personne » et « en établissant des relations d'égalité avec les pays du tiers monde afin de réduire les tensions Nord-Sud ».

Un système de défense qui ne menace personne, des relations d'égalité avec les pays du tiers monde que nos transnationalistes asservissent et asserviront, Waechter président ou pas, qu'il est doux de faire de telles promesses quand on n'a aucune chance de parvenir au pouvoir !

L'arrêt des essais à Mururoa et le renoncement à la bombe à neutrons paraissent en comparaison plus réalistes. Quant à l'orientation progressiste vers une défense civile non-violente active (on retrouve là les idées du Mouvement d'action non-violente), elle ne fera sans-doute pas plaisir à l'armée que tout politicien au pouvoir s'emploie en principe — et pour cause ! — à caresser dans le sens du poil...

Libérer le pays de l'angoisse du chômage

Nous touchons ici au « Vert new-look ». L'écologie ne suffit plus à rameuter les masses, donnons dans le social. Mais là nous nous engageons sur un faux procès : après tout les Verts, eux aussi, n'échappent pas aux tristes réalités sociales.

Pour résoudre le chômage, « les Verts font de la réduction de la durée du travail un élément central de leur projet ». De quelle façon ils l'imposent au patronat, cela la petite histoire ne le dit pas. On retrouve aussi dans ce programme la notion d'une « allocation de ressource minimale, attribuée dans tous les cas de non-emploi ». Comment estimer ce « minimum vital » ?

La question reste posée aussi bien au candidat Waechter qu'à d'autres candidats de gauche penchés sur l'électorat des précaires. Ces derniers n'espèrent rien de mieux de la

part de ces politiciens que cette solution misérable de survie.

Quant à la fameuse théorie, issue du milieu tiers-mondiste, de l'économie auto-centrée, elle prend dans la bouche d'Antoine Waechter un curieux accent gaullien : les ressources locales doivent être utilisées au mieux pour « notre production et notre consommation, afin de réduire substantiellement notre taux de dépendance et de reconquérir notre souveraineté économique ».

Les Verts nous révèlent aussi leur côté technocratique, dû sans doute à leur nouveau look. Pour eux, lutter contre le chômage, c'est aussi réduire « au niveau de l'entreprise, le coût du travail humain par une fiscalisation des charges sociales, financières soit par l'impôt sur le revenu, soit par une taxe à la valeur ajoutée qui aurait l'avantage de faire participer les importations à la couverture financière de notre protection sociale ».

En fait, ce serait à nous, consommateurs, de payer les charges sociales prises en charge actuellement par les entreprises ! De bien beaux entretiens en perspective pour un président « vert » avec... le C.N.P.F. ! De même, « de nombreux emplois peuvent être créés dans les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables, dans le recyclage des matières, l'agriculture de qualité, la restauration des rivières et des forêts, la réhabilitation des paysages, la reconquête des banlieues, le sauvetage des centres-villes... et le recentrage de notre capacité de production ». Cela va-t-il intéresser notre patronat ? « De bien belles images de T.U.C. qu'on aimerait voir plus souvent » vont s'écrier nos technocrates nuls de service.

Allez donc voter Antoine Waechter pour un capitalisme écologique à visage humain ! Quand bien même, nous séduirait-il, il faudrait en définitive le ranger dans l'armoire des non-sens.

PIERRE-YVES

Le martien de la politique

LE candidat des Verts existe. Il s'appelle Antoine Waechter. Depuis vingt ans l'homme milite pour les idées écologistes : suffisamment pour être incalable sur la question tout en restant « jeune et dynamique ». Antoine Waechter est un naturaliste. Depuis son combat pour la défense de la faune, cet écologue a fait beaucoup de chemin.

Responsable associatif, militant contre le tout-nucléaire dès les années 1970, notamment contre les centrales de Fessenheim, contre l'industrialisme polluant, cet Alsacien a fini par se frotter à l'ambiance politicienne puisqu'il est actuellement conseiller régional. De ce curriculum vitae rapide il apparaît que Waechter est le compromis qu'ont trouvé les Verts entre le naturalisme et l'écologie politique.

Une campagne difficile

Le moins qu'on puisse dire, c'est que la candidature de Waechter ne focalise pas les feux de la rampe. L'écologie passe actuellement difficilement le seuil de nos étranges lucarnes ou des journaux à grande diffusion. Dire que Waechter est considéré un peu comme un des « martiens » de la campagne électo-

rale est un jeu de mots sans doute facile, mais pas hors de propos. Pourtant, le « candidat à la cravate verte » ne ménage pas sa peine.

Depuis cet été, l'homme ne cesse de courir de région en région dans un véritable marathon présidentiel : l'objectif est de parcourir les vingt et une régions de l'hexagone avant l'échéance électorale.

Mais tous ces meetings locaux, ces rencontres avec les « acteurs économiques et sociaux » du terroir et les petits articles parus dans les journaux régionaux couvrant ces différents déplacements ne suffisent pas vraiment à sortir de l'ombre un candidat qui n'a pas la stature dans le show-biz politicien d'un Pierre Juquin.

Quant aux sordides problèmes financiers, et cela n'est pas une surprise, la situation n'est pas rose pour les Verts : cinq millions de francs leur manquent cruellement pour cette campagne.

Repli sous la bannière verte

En tous cas, aucun coup de pouce discret ne peut être attendu de la part des socialistes : il n'y a rien à monnayer. « L'écologie n'est pas à

marier », résume en quelques mots la tendance fondamentalement écologiste affirmée par les Verts lors de leur dernier congrès. La tendance « Entrons en politique », animée notamment par Yves Cochet et Didier Anger, proposant un contrat avec le P.S. sur le report des voix « vertes » au second tour contre une participation des Verts sur un programme précis, n'a pas soulevé l'enthousiasme.

Même la motion « Grandir », plus modérée dans son ouverture aux forces de gauche et pourtant favorable à Waechter, a été finalement minorisée par le courant purement « waechterien » : unité des écologistes sous la bannière des Verts, défiance envers toute alliance avec le P.S. justifiée par les malheureuses expériences passées.

Les fameuses promesses non tenues sur le nucléaire et l'affaire Greenpeace ont fait leur œuvre. La candidature Waechter en est la réponse. Quant à l'efficacité de ce combat électoral pour faire avancer les thèses écologistes, c'est une autre histoire... Sans compter le fait que tous les écologistes ne se reconnaissent pas sous cette bannière.

P. Y.

Erratum

Dans le portrait électoral de la semaine passée, celui de P. Juquin, deux erreurs se sont glissées. Au bas de la deuxième colonne, il ne s'agissait pas de militants de l'U.G.C. mais de l'U.J.C., bien sûr. Quant à Althusser, faisant l'objet de la note 5, il fallait lire Halbeher. Ah ! les correcteurs !

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.